

JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

PARAISANT LE JEUDI

Matahiti 147
N° 9

TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI

Mahana 26
no Febuare 1998

IMPRIMERIE OFFICIELLE — Tél. : 42.50.67 - Télécopieur (Fax) : 42.52.61 - B.P. 117 PAPEETE

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES PROMULGUES

Pages

- Arrêté du 27 janvier 1998 fixant le montant de la lettre clé servant au calcul de la contribution de l'Etat pour la rétribution des missions d'aide juridictionnelle en matière pénale dans les territoires d'outre-mer. (Arrêté de promulgation n° 77 DRCL du 12 février 1998) 370

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

- Arrêté n° 51 MAFIC/MAE du 3 février 1998 ordonnant le reversement partiel de la subvention versée à l'E.U.R.L. C.P.S.M. Rotoava en application de la convention n° 23-96 du 24 mai 1996 370
- Arrêté n° 76 AC.DIR.INFRA du 11 février 1998 modifiant l'arrêté n° 838 AC.DIR.INFRA du 10 novembre 1997 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public de l'aérodrome de Rangiroa, au bénéfice de la Société Aéroports 371
- Arrêté n° 80 DRCL du 13 février 1998 fixant pour l'année 1998 la liste des personnes susceptibles d'être désignées pour exercer les fonctions de commissaire enquêteur ou membres de la commission d'enquête prévus à l'article R. 11-5 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique 371
- Arrêté n° 81 CAB/DPC du 13 février 1998 portant habilitation au commandement supérieur des forces armées de la Polynésie française pour les formations aux premiers secours 372
- Arrêté n° 85 DRCL du 17 février 1998 portant acceptation de la désignation d'un agent spécial d'assurance 372

EXTRAITS

- Arrêté n° 50 FIP du 3 février 1998 portant attribution d'une subvention au titre du Fonds intercommunal de péréquation (F.I.P.), équipement des services communaux d'incendie et de secours 1997, commune de Mahina, Iles du Vent, équipement en matériel incendie, sanitaire et informatique de la caserne des pompiers 373
- Arrêté n° 32 DAF/PERS du 4 février 1998 fixant la liste des organisations syndicales aptes à désigner des représentants du personnel au sein du comité technique paritaire du haut-commissariat 373
- Arrêté n° 57 MIDCR du 5 février 1998 (tranche 1996) portant attribution d'une subvention au titre de la section territoriale du Fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer (F.I.D.E.S.), ministère délégué à l'outre-mer, territoire de la Polynésie française, délégation à l'environnement, étude et sauvegarde du Monarque de Tahiti 373

ACTES PRIS CONJOINTEMENT

CONVENTIONS ETAT-POLYNESIE FRANÇAISE

Convention n° 168-97 du 3 décembre 1997 relative au fonctionnement des maisons familiales rurales de Polynésie française.....	374
---	-----

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

Arrêté n° 239 CM du 12 février 1998 portant modification des arrêtés n° 171 CM du 7 février 1992 fixant le régime général des prix et des marges des produits aux différents stades de la commercialisation dans le territoire, n° 172 CM du 7 février 1992 modifié relatif au prix de certains produits de grande consommation soumis à une concurrence active dans les îles de Tahiti et de Moorea et n° 1048 CM du 18 octobre 1994 relatif au prix de certains produits de grande consommation soumis à une concurrence active dans les îles de Bora Bora, Huahine, Raiatea et Tahaa.	375
Arrêté n° 244 CM du 12 février 1998 inscrivant certaines espèces végétales envahissantes sur la liste des espèces menaçant la biodiversité.	376
Arrêté n° 249 CM du 16 février 1998 portant organisation des circonscriptions pédagogiques du premier degré de la Polynésie française à compter de la rentrée scolaire d'août 1998.	377
Arrêté n° 255 CM du 19 février 1998 portant octroi à la compagnie aérienne Air New Zealand d'une troisième fréquence hebdomadaire sur le tronçon Papeete/Los Angeles/Papeete.	379

EXTRAITS

Arrêté n° 9 CM du 6 janvier 1998 modifiant l'arrêté n° 782 CM du 4 août 1997 relatif aux subventions d'investissements accordées par le territoire de la Polynésie française.	379
Arrêté n° 111 CM du 26 janvier 1998 nommant M. Philippe Eychart, chef du service de l'informatique par intérim.	379
Arrêté n° 230 CM du 12 février 1998 constatant l'état de calamités naturelles des sinistres occasionnés par des précipitations importantes accompagnées de glissements de terrain sur la commune de Tahaa.	379
Arrêté n° 231 CM du 12 février 1998 complétant les dispositions de l'arrêté n° 207 CM du 6 février 1998 constatant l'état de calamités naturelles des sinistres occasionnés par les tempêtes tropicales fortes Ursula et Veli.	379
Arrêté n° 232 CM du 12 février 1998 constatant l'état de calamités naturelles des sinistres occasionnés par des précipitations exceptionnelles sur diverses communes de Tahiti.	379
Arrêté n° 233 CM du 12 février 1998 autorisant l'acquisition de la terre Vaitaare sise à Afaahiti, commune de Taiarapu-Est.	379
Arrêtés n° 234 et n° 235 CM du 12 février 1998 approuvant et rendant exécutoires les délibérations n° 15-97 à n° 17-97 du conseil d'administration de l'Institut de la communication audiovisuelle dans sa séance du 22 décembre 1997.	379
Arrêtés n° 236 et n° 237 CM du 12 février 1998 portant nomination de Mmes Thérèse Lopez (chargée de mission) et Heipua Lahanier-Metuaore (conseiller technique) auprès du ministre de la solidarité et de la famille.	380
Arrêté n° 238 CM du 12 février 1998 habilitant le ministre des finances et des réformes administratives, chargé du Pacte de progrès, à conclure une convention d'aval avec la Socrédo pour les prêts octroyés aux étudiants durant les exercices 1995, 1996 et 1997.	380
Arrêté n° 240 CM du 12 février 1998 rectifiant l'arrêté n° 1464 CM du 24 décembre 1997 portant actualisation du fait de la taxe sur la valeur ajoutée, et modification de la réglementation en matière de contrôle des prix.	380
Arrêté n° 241 CM du 12 février 1998 constatant l'indice des prix de détail à la consommation familiale pour le mois de janvier 1998.	380
Arrêtés n° 242 et n° 243 CM du 12 février 1998 approuvant et rendant exécutoires les délibérations n° 11-97 CG.RST à n° 14-97 CG.RST prises par le comité de gestion du régime de solidarité territorial dans sa séance du 24 novembre 1997.	380

Arrêté n° 245 CM du 12 février 1998 portant dérogation à la délibération relative à la protection de la nature et autorisant la capture momentanée des monarques <i>Pomarae nigra</i> et <i>Pomarae iphis</i>	380
Arrêté n° 246 CM du 16 février 1998 autorisant les prises à bail par la Polynésie française, pour le compte du ministère de la jeunesse, de l'insertion sociale des jeunes, des sports et de la politique de la ville, de parcelles de terre sises à Pirae et Oremu-Faaa	380
Arrêté n° 247 CM du 16 février 1998 autorisant M. Christophe Afai à occuper la servitude de curage de deux bras d'un cours d'eau et à réaliser un empiètement de prospect d'une construction sur le domaine public fluvial au droit de la terre Hauaro à Faaone, P.K. 46,500, côté mer, commune de Taiarapu-Est	381
Arrêté n° 248 CM du 16 février 1998 portant affectation d'un terrain domanial sis à Afareaitu, commune de Moorea, au profit du service des affaires sociales	381
Arrêtés n° 250 et n° 251 CM du 16 février 1998 rendant exécutoires les délibérations n° 1-98 à n° 3-98 du conseil d'administration de l'Agence pour l'emploi et la formation professionnelle	381
Arrêté n° 252 CM du 16 février 1998 approuvant et rendant exécutoires les délibérations n° 29-97 à n° 37-97, et n° 39-97 à n° 41-97 du 29 décembre 1997 de l'Office territorial d'équipements sportifs et socio-éducatifs	381
Arrêté n° 253 CM du 16 février 1998 renvoyant en seconde lecture la délibération n° 38-97 adoptée par le conseil d'administration de l'Office territorial d'équipements sportifs et socio-éducatifs en séance du 29 décembre 1997	381
Arrêté n° 254 CM du 17 février 1998 portant répartition des crédits de paiement de l'exercice 1998 des comptes spéciaux	381
Arrêté n° 256 CM du 19 février 1998 autorisant la S.A. Bora Bora Pearl Beach Resort à occuper un emplacement du domaine public maritime sis à Faanui, commune de Bora Bora (îles Sous-le-Vent)	382
Erratum au J.O.P.F. n° 8 du 19 février 1998 à la page 334	383

ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

Présidence

Arrêté n° 98 PR du 16 février 1998 relatif à l'exercice des attributions du ministre de la santé et de la recherche, porte-parole du gouvernement	383
Arrêté n° 100 PR du 16 février 1998 relatif à l'exercice des attributions du ministre de l'éducation et de la formation supérieure et technique	383
Arrêté n° 103 PR du 16 février 1998 complétant l'arrêté n° 199 PR du 31 mai 1996 modifié relatif aux attributions du ministre des finances et des réformes administratives, chargé du Pacte de progrès	383
Arrêté n° 121 PR du 16 février 1998 complétant l'arrêté n° 203 PR du 31 mai 1996 modifié relatif aux attributions du ministre de l'emploi et de la formation professionnelle, chargé du dialogue social et de la condition féminine	384

Ministère des finances et des réformes administratives

EXTRAITS

Arrêté n° 924 MFR du 13 février 1998 portant délégation n° 1-98 des crédits de paiement du budget 1998	384
Arrêté n° 108 PR du 16 février 1998 portant intégration de certains agents contractuels relevant de la convention collective des agents non fonctionnaires de l'administration dans les cadres d'emplois de la fonction publique territoriale de la Polynésie française	385
Arrêté n° 109 PR du 16 février 1998 investissant M. Daniel Vaivre, commandant de brigade de gendarmerie, de fonctions notariales	385
Arrêtés n° 110 et n° 111 PR du 16 février 1998 portant intégration de certains agents contractuels relevant de la convention collective des agents non fonctionnaires de l'administration dans les cadres d'emplois de la fonction publique territoriale de la Polynésie française	385
Arrêtés n° 118 et n° 119 PR du 16 février 1998 portant nomination de MM. Jean-Philippe Monnot et William Young Pin en tant que clerk d'huissier de justice assermenté, respectivement à l'étude de Me Michel Morgant et à l'étude de Me Dania Ueva	385

Arrêté n° 963 MFR du 17 février 1998 nommant les membres du jury pour le concours externe, sur épreuves, pour le recrutement de vingt adjoints administratifs de catégorie C, relevant de la fonction publique du territoire de la Polynésie française. 385

Arrêté n° 964 MFR du 17 février 1998 nommant les membres du jury pour le concours externe, sur titres, pour le recrutement de neuf infirmiers de classe normale relevant de la fonction publique du territoire de la Polynésie française. 386

**Ministère du logement, de l'aménagement du territoire
et des terres domaniales, de l'urbanisme et des affaires foncières**

Arrêté n° 869 MLA du 13 février 1998 portant délégation de signature au directeur des affaires foncières 386

EXTRAITS

Arrêté n° 117 PR du 16 février 1998 modifiant l'arrêté n° 169 PR du 21 mai 1996 ordonnant l'établissement du plan général d'aménagement de la commune de Taputapuataea 386

Arrêté n° 1033 MLA du 19 février 1998 portant approbation du 3e modificatif au cahier des charges du lotissement Punavai Nui, 1re tranche, zone résidentielle (R1 à R6), zone jeunes ménages (4 à 7), lot 1 387

**Ministère de l'économie, du plan et de la prévision économique,
de l'artisanat et de l'énergie**

EXTRAITS

Arrêté n° 8473 MEC du 28 novembre 1997 fixant les tarifs horaires maxima de réparation automobile de la société Garage Automoto 387

Ministère de l'équipement et des ports

EXTRAITS

Arrêtés n° 926 et n° 927 MEQ du 16 février 1998 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations dues aux propriétaires touchés par les travaux de la 2e tranche de la route des Plaines et de ses ouvrages annexes (rivière de Matatia-pont de Punaruu) dans la commune de Punaauia . . 388

Arrêtés n° 1007 à n° 1009 MEQ du 18 février 1998 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations dues aux propriétaires touchés par les travaux de la 2e tranche de la route des Plaines et de ses ouvrages annexes (rivière de Matatia-pont de Punaruu) dans la commune de Punaauia . . 389

Ministère des transports

EXTRAITS

Arrêté n° 107 PR du 16 février 1998 portant octroi d'autorisation et d'agrément de transport aérien public à la S.A.R.L. Air Anapa 390

Arrêté n° 986 MTR du 17 février 1998 autorisant les navires Taporu IV et Taporu V de la S.A. Compagnie française maritime de Tahiti à desservir les îles Sous-le-Vent du 2 au 12 mars 1998 390

Arrêtés n° 1036 MTR à n° 1038 MTR du 19 février 1998 fixant les quotas de gazole relevant de la codification douanière 27.10.00.37 à attribuer aux transporteurs routiers de personnes réguliers organisés en groupements professionnels conventionnés des îles de Moorea, Raiatea et Tahiti 390

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Conseil supérieur de l'audiovisuel.— Décision n° 98-9 du 13 janvier 1998 relative à la composition du comité technique radiophonique de Polynésie française. (J.O.R.F. du 11 février 1998, page 2194). 391

EXTRAITS

Arrêté ministériel du 2 février 1998 fixant la date de l'épreuve de l'examen professionnel pour le recrutement de contrôleurs en chef (grade provisoire) du corps des contrôleurs des services extérieurs du travail et de la main-d'œuvre au titre de l'année 1996. (J.O.R.F. du 12 février 1998, page 2225)	391
---	-----

Arrêté ministériel du 3 février 1998 portant ouverture du concours d'entrée aux écoles de sages-femmes. (J.O.R.F. du 7 février 1998, page 1978)	391
---	-----

ACTES DES AUTORITES DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

Direction des affaires foncières.— Avis n° 338 DAF.ENR du 19 février 1998 portant recherche des héritiers de Mme Matuatua a Naehu, Mme Tetuahitire Maïate épouse Mataiho, Mme Teriifaaotira Malate épouse Vaitahe, Mme Tehaamarama Temarii, M. Teraitua a Tautu, M. Arenuu a Tautu, M. Puhaharu a Noia, M. Tuteralpuni a Tinirau, M. Taaula Hoatua, Mme Tahiri Papaura, M. Teuratu Teriitehau, Mme Vehiarii Teriitehau et de Mme Ahuura Teriitehau.	391
--	-----

Service des douanes.— Cours des changes (période du 26 février au 11 mars 1998 inclus)	392
--	-----

Service de l'urbanisme.— 1°) Certificat de conformité n° 333 MLA du 13 février 1998 concernant la réalisation du lotissement Terua 2 sis à Arue par la S.C.I. Terua	392
---	-----

2°) Certificat de conformité n° 381 MLA du 20 février 1998 concernant la réalisation du lotissement Punavai Nui, lot 1, à Punaaula	392
--	-----

3°) Etat récapitulatif des autorisations de travaux immobiliers de la commune de Moorea-Maïao pour le mois de janvier 1998.	392
--	-----

4°) Etat récapitulatif des autorisations de travaux immobiliers des îles Sous-le-Vent pour le mois de janvier 1998.	393
--	-----

5°) Etat récapitulatif des autorisations de travaux immobiliers des îles du Vent et des Tuamotu-Gambier pour le mois de février 1998.	393
--	-----

Délégation à l'environnement.— Enquête de commodo et incommodo : - M. Pascal Peslerbe, mandataire de la S.A. Tahitienne de services publics, commune de Papeete	395
--	-----

PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces judiciaires	395
----------------------------	-----

Annonces diverses	397
-------------------------	-----

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES PROMULGUES

ARRETE n° 77 DRCL du 12 février 1998
portant promulgation de l'arrêté du 27 janvier 1998.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée
portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut
d'autonomie de la Polynésie française, notamment son article
premier ;

Le gouvernement de la Polynésie française informé,

Arrête :

Article 1er.— Est promulgué en Polynésie française pour
y être exécuté selon ses formes et teneur le texte suivant :

— Arrêté du 27 janvier 1998 fixant le montant de la lettre
clé servant au calcul de la contribution de l'Etat pour la rétri-
bution des missions d'aide juridictionnelle en matière pénale
dans les territoires d'outre-mer, paru au J.O.R.F. du
1er février 1998, page 1630.

Art. 2.— Le secrétaire général de la Polynésie française
est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au
Journal officiel de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 12 février 1998.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :

Le secrétaire général
de la Polynésie française,
Michel JEANJEAN.

ARRETE du 27 janvier 1998 fixant le montant de la lettre clé
servant au calcul de la contribution de l'Etat pour la
rétribution des missions d'aide juridictionnelle en
matière pénale dans les territoires d'outre-mer.

Le garde des sceaux, ministre de la justice, et le ministre
de l'économie, des finances et de l'industrie,

Vu l'article 39 du décret n° 93-1425 du 31 décembre 1993
modifié portant application de l'ordonnance n° 92-1147 du
12 octobre 1992 relative à l'aide juridictionnelle dans les ter-
ritoires d'outre-mer,

Arrêtent :

Article 1er.— Le montant hors taxes de la lettre clé men-
tionnée à l'article 39, alinéa 2, du décret du 31 décembre 1993
modifié portant application de l'ordonnance n° 92-1147 du
12 octobre 1992 relative à l'aide juridictionnelle en matière
pénale dans les territoires d'outre-mer est fixé à 132 F pour
les missions achevées en 1998.

Art. 2.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel*
de la République française.

Fait à Paris, le 27 janvier 1998.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
Pour le ministre et par délégation :
Le directeur de l'administration générale
et de l'équipement,
J.-M. PAULOT.

Le ministre de l'économie,
des finances et de l'industrie,
Pour le ministre et par délégation :
Par empêchement du directeur du budget :
L'administrateur de l'Institut national
de la statistique et des études économiques,
C. LANTIERI.

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

ARRETE n° 51 MAFIC/MAE du 3 février 1998 ordonnant le
versement partiel de la subvention versée à l'E.U.R.L.
C.P.S.M. Rotoava en application de la convention
n° 23-96 du 24 mai 1996.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant stat-
ut d'autonomie de la Polynésie française, complétée par la loi
organique n° 96-624 du 15 juillet 1996 ;

Vu la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut
d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la circulaire n° 5-598 DEF/SGA/DAR du 20 juillet
1995 définissant les modalités d'emploi du Fonds pour les
restructurations de défense en Polynésie française ;

Vu l'autorisation de programme n° 14-96 du 27 mars 1996 (visa CFC n° 163) d'un montant de 3.544.868 FF, imputable sur les crédits du chapitre 66-50, article 40, du ministère de la défense ;

Vu l'avis de la commission locale du FRED tenue le 1er décembre 1995 ;

Vu la décision du ministère de la défense ;

Vu le dossier de demande d'aide présenté par l'entreprise ;

Vu la convention n° 23-96 du 24 mai 1996 d'aide du Fonds pour les restructurations de la défense attribuant une subvention d'un montant de 220.000 FF (4.000.000 F CFP) à l'E.U.R.L. C.P.S.M. Rotoava au titre d'une aide à l'investissement, et notamment ses articles 7 et 8, stipulant le premier que certains des matériels aidés doivent être conservés dans le patrimoine de l'entreprise pendant une durée minimale (5 ans pour le bateau, 3 ans pour le matériel de plongée et le compresseur), le second qu'en cas d'inexécution par le bénéficiaire de ses obligations contractuelles, l'Etat se réserve le droit, après avoir entendu la société, d'exiger le remboursement partiel ou total des sommes perçues au titre de la convention ;

Considérant que la totalité de la subvention prévue a été versée à la société sur la base des documents justificatifs produits ;

Considérant que la liquidation de la société a été décidée et notifiée par inscription au registre du commerce et des sociétés en date du 13 janvier 1998, cette liquidation conduisant la société à ne pas conserver dans son patrimoine le matériel aidé pendant les durées prévues et ainsi à ne pas exécuter ses obligations contractuelles ;

Sur proposition du secrétaire général de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— Un ordre de reversement d'un montant de 111.256,36 FF (2.022.843 F CFP) sera émis à l'encontre du bénéficiaire de la subvention. Cette somme correspond au montant non encore amorti de l'aide versée compte tenu de la date d'entrée en service des matériels et de la durée de conservation prévue.

Art. 2.— Le secrétaire général de la Polynésie française est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et dont copie sera adressée à M. le trésorier-payeur général de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 3 février 1998.

Pour le haut-commissaire

et par délégation :

*Le secrétaire général
de la Polynésie française,
Michel JEANJEAN.*

ARRETE n° 76 AC.DIR.INFRA du 11 février 1998 modifiant l'arrêté n° 838 AC.DIR.INFRA du 10 novembre 1997 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public de l'aérodrome de Rangiroa, au bénéfice de la Sétill Aéroports.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,

Vu le décret du 7 janvier 1966 concédant l'exploitation de l'aéroport de Tahiti-Faaa à la Société d'équipement de Tahiti et des îles (Sétill) ;

Vu le décret du 6 septembre 1996 prorogeant jusqu'au 31 décembre 1998 la concession d'outillage public accordée à la Société d'équipement de Tahiti et des îles (Sétill) pour l'exploitation de l'aérodrome de Tahiti-Faaa ;

Vu l'arrêté n° 838 AC.DIR.INFRA du 10 novembre 1997 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public de l'aérodrome de Rangiroa, au bénéfice de la Sétill Aéroports,

Arrête :

Article 1er.— L'arrêté n° 838 AC.DIR.INFRA du 10 novembre 1997 est modifié comme suit :

Lire : "Sétill" ;

Au lieu de : "Sétill Aéroports".

Art. 2.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française. Il en est établi deux originaux, dont un destiné à l'Etat, ministère chargé de l'aviation civile, et un au bénéficiaire. Le directeur du service d'Etat de l'aviation civile est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Papeete, le 11 février 1998.

Pour le haut-commissaire

et par délégation :

*Le secrétaire général
de la Polynésie française,
Michel JEANJEAN.*

ARRETE n° 80 DRCL du 13 février 1998 fixant pour l'année 1998 la liste des personnes susceptibles d'être désignées pour exercer les fonctions de commissaire enquêteur ou membres de la commission d'enquête prévus à l'article R. 11-5 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française complétée par la loi organique n° 96-624 du 15 juillet 1996 ;

Vu la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 93-1 du 4 janvier 1993 portant dispositions diverses relatives aux départements d'outre-mer, aux collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon et notamment ses articles 20 et 21, promulguée par arrêté n° 23 DRCL du 15 janvier 1993 ;

Vu le décret n° 95-323 du 22 mars 1995 portant extension et adaptation de la deuxième partie (réglementaire) du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique dans le territoire de la Polynésie française et notamment l'article 2, IV ;

Vu l'arrêté n° 328 DRCL du 27 mars 1995 portant promulgation du décret n° 95-323 du 22 mars 1995 ;

Vu l'arrêté n° 773 DRCL du 20 juillet 1995 portant attribution d'indemnités aux commissaires enquêteurs assurant les fonctions prévues au code de l'expropriation pour cause d'utilité publique par les procédures d'enquêtes préalables de droit commun et parcellaires ;

Vu l'avis n° 2705 du 29 septembre 1997 du Président du gouvernement de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— Sont susceptibles d'être choisis, pour exercer les fonctions de commissaire enquêteur ou membres de la commission d'enquête prévus à l'article R. 11-5 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, les personnes dont les noms suivent :

- M. Cantois Lionel, retraité de la marine ;
- M. Caron Michel, retraité de gendarmerie, adjudant-chef ;
- M. Ellacott Alvane, retraité du service du cadastre ;
- M. Le Bronnec Robert, retraité de la marine ;
- M. Maison Jean-Claude, retraité de gendarmerie ;
- M. Moreau Jean-Pierre, retraité de la marine ;
- M. Salmon André, retraité de la banque de l'Indochine et de Suez ;
- M. Simon Julien, retraité de la police nationale ;
- M. Siu Ken Khi, dit Bernard, retraité du service des domaines ;
- M. Trafton James, retraité du service des domaines et de l'enregistrement.

Art. 2.— Le secrétaire général de la Polynésie française est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 février 1998.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :
*Le secrétaire général
de la Polynésie française,*
Michel JEANJEAN.

ARRETE n° 81 CAB/DPC du 13 février 1998 portant habilitation au commandement supérieur des forces armées de la Polynésie française pour les formations aux premiers secours.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 91-834 du 30 août 1991 modifié relatif à la formation aux premiers secours ;

Vu l'arrêté n° 1029 DRCL du 11 octobre 1991 portant promulgation en Polynésie française du décret n° 91-834 du 30 août 1991 relatif à la formation aux premiers secours ;

Vu le décret n° 92-514 du 12 juin 1992 relatif à la formation de moniteur des premiers secours et modifiant le décret n° 91-834 du 30 août 1991 relatif à la formation aux premiers secours ;

Vu l'arrêté du 8 juillet 1992 relatif aux conditions d'habilitation ou d'agrément pour les formations aux premiers secours ;

Vu le décret n° 97-48 du 20 janvier 1997 portant diverses mesures relatives au secourisme ;

Vu la demande présentée par le commandant supérieur des forces armées de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— Le commandement supérieur des forces armées de la Polynésie française est habilité, en Polynésie française, pour assurer les différentes formations aux premiers secours, en application du titre I de l'arrêté du 8 juillet 1992 susvisé.

Art. 2.— L'habilitation accordée par le présent arrêté peut être retirée en cas de non-respect de toutes les conditions fixées par l'arrêté du 8 juillet 1992 susvisé.

Art. 3.— L'activité secourisme est confiée au coordonnateur interarmées à la prévention.

Art. 4.— Le public visé par ces formations concerne exclusivement le personnel des armées en Polynésie française.

Art. 5.— Les centres de formation, ainsi que les dispositions matérielles, définis par la déclaration du commandement supérieur des forces armées de la Polynésie française sont approuvés.

Art. 6.— La présente habilitation est prononcée pour une durée de deux ans, conformément à l'article 5 de l'arrêté du 8 juillet 1992 susvisé.

Art. 7.— Le directeur de la protection civile en Polynésie française est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 février 1998.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :
Le directeur de cabinet,
Pascal BOLOT.

ARRETE n° 85 DRCL du 17 février 1998 portant acceptation de la désignation d'un agent spécial d'assurance.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, complétée par la loi organique n° 96-624 du 15 juillet 1996 et la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 ;

Vu la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française, promulguée par arrêté n° 308 DRCL du 16 avril 1996 ;

Vu les articles R. 321.1 et R. 322.4 du code des assurances ;

Vu ensemble le décret n° 76-666 du 16 juillet 1976 relatif à la codification des textes législatifs concernant les assurances (1re partie Législative), le décret n° 76-667 du 16 juillet 1976 relatif à la codification des textes réglementaires concernant les assurances (2e partie Réglementaire) ;

Vu les lettres en date du 12 novembre 1997 de M. Jean-Paul Théron, président, agissant pour le compte des compagnies La Henin-Vie et La Henin-Vie Luxembourg ;

Vu la lettre en date du 12 décembre 1997 de M. Henri-Paul Leflon, agissant pour le compte de la compagnie Fructivie ;

Vu la lettre d'engagement en date du 27 novembre 1997 de M. Patrick Picard, directeur général de la banque Westpac Banking Corporation,

Arrête :

Article 1er.— Est acceptée la désignation de M. Patrick Picard, directeur général de la Westpac Banking Corporation, né le 8 mai 1949 à Paris et domicilié résidence Le Lotus à Punaauia, en qualité d'agent spécial d'assurance pour leurs opérations d'assurances en Polynésie française des compagnies La Henin-Vie, La Henin-Vie Luxembourg et Fructivie.

Art. 2.— Le secrétaire général de la Polynésie française, le directeur de la réglementation et du contrôle de la légalité sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 17 février 1998.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :

*Le secrétaire général
de la Polynésie française,*
Michel JEANJEAN.

Par arrêté n° 50 FIP du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 3 février 1998.— Par imputation sur les disponibilités du Fonds inter-communal de péréquation, exercice 1997, il est attribué à la commune de Mahina, îles du Vent, une subvention d'un montant de 944.330 F CFP pour la réalisation du projet ci-après : *Equiperment en matériel incendie, sanitaire et informatique de la caserne des pompiers.*

Le calcul de cette subvention est établi sur les bases suivantes :

- Montant de l'opération	1.144.330 F CFP
- Taux de la subvention	82,52 %
- Montant de la subvention	944.330 F CFP

Le versement de la subvention est subordonné à :

- la présentation d'une copie de la facture (visée par le comptable payeur) ou du marché accompagné du procès-verbal de réception, excluant les taxes exonérées par le territoire ;
- la justification de la réalisation effective de l'opération et de la conformité de ses caractéristiques avec celles du projet présenté.

Le versement de la subvention est plafonné au montant fixé ci-dessus et est calculé par application du taux de subvention accordé au montant réel de l'acquisition.

Si, à l'expiration d'un délai de deux années à compter de la notification, l'opération n'a fait l'objet d'aucun commencement d'exécution, la présente décision sera considérée comme caduque.

Par arrêté n° 32 DAF/PERS du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 4 février

1998.— Sont déclarées aptes à désigner des représentants du personnel au sein du comité technique paritaire du haut-commissariat, les organisations syndicales suivantes :

- l'Union des syndicats affiliés des travailleurs de Polynésie française/Force ouvrière (U.S.A.T.P.) ;
- la Fédération des syndicats de Polynésie française (F.S.P.F.) ;
- la confédération A Tia I Mua ;
- la confédération Otahi ;
- la Confédération des syndicats indépendants de Polynésie française (C.S.I.P.).

Il est attribué à chacune d'elles un siège de titulaire et un siège de suppléant.

Par arrêté n° 57 MIDCR du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 5 février 1998.— Par imputation sur les disponibilités du chapitre 68-92, article 10, de la section territoriale du F.I.D.E.S., il est attribué au territoire de la Polynésie française, délégation à l'environnement, une subvention d'un montant de 110.000 FF (2.000.000 F CFP) pour la réalisation du projet ci-après : *Etude et sauvegarde du Monarque de Tahiti.*

Cette subvention revêt un caractère forfaitaire et non révisable. Son calcul est établi sur les bases suivantes :

- Montant de l'opération	110.000 FF (2.000.000 F CFP)
- Taux de la subvention	100 %
- Montant de la subvention	110.000 FF (2.000.000 F CFP)

Un acompte de 30 % sera versé sur présentation d'une attestation de commencement des études (ou bon de commande, lettre de commande).

Un deuxième acompte de 50 % sera versé sur présentation des pièces justificatives d'utilisation du premier versement (états de mandatement visés par le payeur).

Le versement du solde s'effectuera sur justification de la réalisation effective de l'opération et de la conformité de ses caractéristiques avec celles du projet présenté.

Les pièces justificatives seront visées par le service du plan.

Le versement est effectué au profit du compte hors budget FIDES X° plan n° 459-01 ouvert auprès du payeur du territoire (délibération n° 93-53 du 10 juin 1993 de l'assemblée territoriale).

Si, à l'expiration d'un délai de deux années à compter de la notification, l'opération n'a fait l'objet d'aucun commencement d'exécution, la présente décision sera considérée comme caduque.

En cas de non-exécution ou d'exécution partielle du programme prévu, l'Etat se réserve le droit d'exiger le remboursement partiel ou total des sommes prévues au titre de la présente subvention.

ACTES PRIS CONJOINTEMENT

CONVENTIONS ETAT-POLYNESIE FRANÇAISE

CONVENTION n° 168-97 du 3 décembre 1997 relative au fonctionnement des maisons familiales rurales de Polynésie française.

ENTRE :

L'Etat (ministère de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation), représenté par le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

ET :

La Polynésie française, représentée par le Président du gouvernement,

d'une part,

d'autre part,

Préambule

Etant exposé que la Polynésie française peut, aux termes de l'article 95 de la loi n° 96-312 portant statut d'autonomie de la Polynésie française et l'article 5 de la loi n° 96-313 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française, bénéficier de l'aide technique et financière contractuelle de l'Etat,

Et que, conformément à l'article 7 de la convention n° 92-12 du 7 décembre 1992 relative à l'enseignement et à la formation agricoles en Polynésie française, des conventions particulières peuvent être passées entre l'Etat et la Polynésie française pour préciser le fonctionnement des centres privés d'enseignement technique agricole.

Article 1er.— L'Etat et la Polynésie française s'engagent à participer aux dépenses de fonctionnement exposées par les maisons familiales rurales de Papara, Vairao garçons, Vairao filles et Tahaa pour les filières de préparation au certificat d'aptitude professionnelle agricole (C.A.P.A.) et au certificat local de formation professionnelle agricole.

Ils participeront de même aux dépenses de fonctionnement de la maison familiale de Huahine, au fur et à mesure de la mise en œuvre chez elle de ces mêmes formations.

Art. 2.— Pour bénéficier de cette aide financière, les maisons familiales rurales doivent être constituées en associations fonctionnant sous le régime de la loi du 1er juillet 1901 et passer, chacune, une convention avec la Polynésie française.

Le certificat d'aptitude professionnelle agricole est préparé et délivré suivant les instructions ministérielles en vigueur.

Le contenu et l'organisation de l'enseignement, l'aménagement des horaires et des modalités de délivrance du certificat local de formation professionnelle agricole sont arrêtés par les autorités de Polynésie française.

Art. 3.— La participation de l'Etat aux dépenses de fonctionnement des maisons familiales citées en article 1er est égale à la somme obtenue en multipliant le nombre d'élèves scolarisés dans ces établissements par la moyenne d'aide, rapportée à l'élève, allouée par le ministère de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation aux associations responsables

des établissements métropolitains dispensant un enseignement de cycle court selon le rythme approprié par alternance.

Le montant de cette participation financière est arrêté au vu d'états justificatifs de l'inscription et de la présence des élèves.

Ces documents sont transmis par le comité territorial des maisons familiales rurales au haut-commissaire.

Les crédits correspondants sont répartis entre les maisons familiales rurales intéressées.

La subvention de fonctionnement fait l'objet de trois versements, subordonnés à la fourniture par les maisons familiales des états justifiant le nombre d'élèves scolarisés.

Des contrôles pourront être effectués par le représentant de l'Etat sur la scolarisation effective des élèves.

Art. 4.— La Polynésie française peut participer aux dépenses d'investissement des maisons familiales rurales.

Art. 5.— La présente convention est conclue pour un effectif maximum de 300 élèves pour les cinq maisons familiales rurales de Papara, Vairao garçons, Vairao filles, Tahaa et Huahine.

Le comité territorial des maisons familiales rurales remet à l'Etat et à la Polynésie française un rapport annuel sur le déroulement des formations concernées et sur l'exécution de la présente convention.

Art. 6.— La présente convention prend effet à compter du 1er août 1997. Elle est valable jusqu'à la veille de l'année scolaire 2000-2001.

Cette dernière peut être dénoncée d'un commun accord entre les parties signataires sous réserve d'un préavis notifié trois mois avant la fin de l'exercice par lettre recommandée avec accusé de réception.

Art. 7.— L'établissement public territorial d'enseignement et de formation professionnelle agricoles de Opunohu, agissant en tant que service formation développement, fait office de service instructeur et, en tant que tel, vérifie l'exactitude des faits relatés dans les documents à destination de l'Etat.

Fait à Papeete, le 3 décembre 1998
en six exemplaires originaux.

Pour la Polynésie française :
Le Président du gouvernement,
Gaston FLOSSE.

Pour l'Etat :
Le haut-commissaire
de la République en Polynésie française,
Jean ARIBAUD.

Le contrôleur financier central,
C. YNDEN-ALLART.

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

ARRETE n° 239 CM du 12 février 1998 portant modification des arrêtés n° 171 CM du 7 février 1992 fixant le régime général des prix et des marges des produits aux différents stades de la commercialisation dans le territoire, n° 172 CM du 7 février 1992 modifié relatif au prix de certains produits de grande consommation soumis à une concurrence active dans les îles de Tahiti et de Moorea et n° 1048 CM du 18 octobre 1994 relatif au prix de certains produits de grande consommation soumis à une concurrence active dans les îles de Bora Bora, Huahine, Raiatea et Tahaa.

NOR : SAE9800210AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'économie, du plan et de la prévision économique, de l'artisanat et de l'énergie,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 336 PR du 21 mai 1997 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu la décision n° 761 AE du 13 octobre 1978 modifiée fixant le régime général relatif à la détermination du prix des produits au stade de l'importation dans le territoire ;

Vu la décision n° 766 AE du 13 octobre 1978 modifiée relative au contrôle et à la répression des infractions en matière de réglementation des prix dans le territoire ;

Vu l'arrêté n° 171 CM du 7 février 1992 modifié fixant le régime général des prix et des marges des produits aux différents stades de la commercialisation dans le territoire ;

Vu l'arrêté n° 172 CM du 7 février 1992 modifié relatif au prix de certains produits de grande consommation soumis à une concurrence active dans les îles de Tahiti et de Moorea ;

Vu l'arrêté n° 715 CM du 26 août 1993 complétant et modifiant l'annexe à l'arrêté n° 172 CM du 7 février 1992 ;

Vu l'arrêté n° 817 CM du 17 septembre 1993 complétant la liste des produits de grande consommation de l'arrêté n° 715 CM du 26 août 1993 ;

Vu l'arrêté n° 1048 CM du 18 octobre 1994 relatif au prix de certains produits de grande consommation soumis à une concurrence active dans les îles de Bora Bora, Huahine, Raiatea et Tahaa ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 11 février 1998,

Arrête :

Article 1er. — La liste des produits de première nécessité qui figure à l'annexe I à l'arrêté n° 171 CM du 7 février 1992 est complétée par les produits suivants :

Numéro de nomenclature douanière	Dénomination du produit	Marge globale de commercialisation maximale	Unité de vente Conditionnement
15 17 10 00	Margarine ; mélanges ou préparations alimentaires de graisses ou d'huiles animales ou végétales ou de fractions de différentes graisses ou d'huile du présent chapitre, autre que les graisses et huiles alimentaires et leurs fractions du n° 15.16 - Margarine, à l'exclusion de la margarine liquide	100 F CFP/kg	Tout conditionnement
15 17 90 00	Margarine ; mélanges ou préparations alimentaires de graisses ou d'huiles animales ou végétales ou de fractions de différentes graisses ou d'huile du présent chapitre, autre que les graisses et huiles alimentaires et leurs fractions du n° 15.16 - Autres	45 F CFP/litre	Tout conditionnement
19 05 30 11	- Biscuits secs d'une teneur en sucre au plus égale à 1 % et d'une teneur en sel au plus égale à 2 %	100 F CFP/kg	Tout conditionnement

Art. 2. — La liste des produits de première nécessité qui figure à l'annexe I à l'arrêté n° 171 CM du 7 février 1992 est modifiée comme suit :

Numéro de nomenclature douanière	Dénomination du produit	Marge globale de commercialisation maximale	Unité de vente Conditionnement
16 04 13 10	Préparation et conserve de poisson : - sardines aux huiles végétales, à l'exclusion de l'huile d'olive, sans adjonction de légumes, plantes, fruits ou substances aromatiques	80 F CFP/kg	Tout conditionnement
16 04 13 20	- sardines à la tomate en récipients hermétiquement fermés (boîtes, verres ...)	80 F CFP/kg	Tout conditionnement
16 04 15 10	- maquereaux au naturel ou dans leur jus en récipients hermétiquement fermés (boîtes, verres ...)	65 F CFP/kg	Tout conditionnement

Art. 3. — Le produit de grande consommation suivant, petits pots pour bébés aux fruits de nomenclature douanière 20 07 10 00 (extrait), est supprimé de la liste des produits alimentaires des arrêtés n° 172 CM du 7 février 1992 modifié et n° 148 CM du 18 octobre 1994. En conséquence, ce produit redevient réglementé, soit :

Numéro de nomenclature douanière	Dénomination du produit	Marge globale de commercialisation maximale
20 07 10 00 (extrait)	Préparations homogénéisées : Petits pots pour bébés aux fruits	34 %

Art. 4.— Le produit de grande consommation suivant, couches pour bébés de nomenclature douanière 48 18 40 10, est supprimé de la liste des produits industriels des arrêtés n° 172 CM du 7 février 1992 modifié et n° 1048 CM du 18 octobre 1994. En conséquence, ce produit redevient réglementé, soit :

Numéro de nomenclature douanière	Dénomination du produit	Marge globale de commercialisation maximale
48 18 40 10	Préparations homogénéisées : couches pour bébés	50 %

Art. 5.— La liste des produits de grande consommation qui figure à l'annexe II - A Produits alimentaires à l'arrêté n° 171 CM du 7 février 1992 est complétée par les produits suivants :

Numéro de nomenclature douanière	Dénomination du produit	Marge globale de commercialisation maximale
04 01 20 20 20 05 10 00 (extrait)	Lait et crème de lait, non concentrés ni additionnés de sucre ou d'autres édulcorants d'une teneur en matières grasses excédant 1 % mais n'excédant pas 6 % - Longue conservation dit UHT Préparations homogénéisées Petits pots pour bébés	45 %
21 04 20 00 (extrait)	Préparations homogénéisées Petits pots pour bébés	34 %
		34 %

Art. 6.— Le ministre de l'économie, du plan et de la prévision économique, de l'artisanat et de l'énergie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 12 février 1998.
Gaston FLOSSE.

Par le président du gouvernement :
Le ministre de l'économie,
du plan et de la prévision économique,
de l'artisanat et de l'énergie,
Georges PUCHON.

ARRETE n° 244 CM du 12 février 1998 inscrivant certaines espèces végétales envahissantes sur la liste des espèces menaçant la biodiversité.

NOR : ENV980009AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'environnement,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 336 PR du 21 mai 1997 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 94-159 AT du 22 décembre 1994 définissant les missions du service du développement rural ;

Vu la délibération n° 95-257 AT du 14 décembre 1995 relative à la protection de la nature et notamment ses articles 23 et 24 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 11 février 1998,

Arrête :

Article 1er.— Treize espèces végétales, déjà introduites sur le territoire, et perturbatrices de nos espaces naturels, sont inscrites sur la liste suivante des espèces menaçant la biodiversité, conformément à l'article 23 de la délibération n° 95-257 AT du 14 décembre 1995 relative à la protection de la nature.

Liste des espèces végétales menaçant la biodiversité

Nom scientifique	Famille botanique	Nom commun
<i>Acacia farnesiana</i>	Légumineuses	acacia
<i>Ardisia elliptica</i>	Myrtacées	ali popa'a, ardisia
<i>Cecropia peltata</i>	Cecropiacées	parasolier, faux-ricin, pisse-roux
<i>Melinis minutiflora</i>	Graminées	mélinis
<i>Miconia calvescens</i>	Mélastomatacées	miconia
<i>Lantana camara</i>	Verbenacées	taratara hamao, lantana
<i>Leucaena leucocephala</i>	Légumineuses	faux-acacia
<i>Psidium cattleianum</i>	Myrtacées	tuava tinito, goyavier de Chine
<i>Rubus rosifolius</i>	Rosacées	framboisier
<i>Spathodea campanulata</i>	Bignoniacées	tulipier du Gabon, pisse-pisse
<i>Tecoma stans</i>	Bignoniacées	piti
<i>Syzygium cumini</i>	Myrtacées	faux-pistachier, jamelouguier
<i>Syzygium jambos</i>	Myrtacées	ahi'a popa'a

Art. 2.— Conformément aux articles 23 et 24 de la délibération susvisée, ces espèces font l'objet de mesures :

- d'interdiction d'importation nouvelle ;
- d'interdiction de multiplication et de plantation,
- et d'interdiction de transfert d'une île à l'autre,

de tout plant entier, fragment de plant, bouture, fruit et graine.

La destruction des espèces susvisées est autorisée.

Art. 3.— Les ministres chargés de l'exécution du présent arrêté définiront les îles et les zones infestées par lesdites espèces et proposeront les moyens de lutte adaptés à leur contrôle, voire à leur éradication dans certaines îles ou zones.

Art. 4.— Les infractions aux dispositions précitées sont passibles des sanctions prévues au chapitre IV de la délibération n° 95-257 AT du 14 décembre 1995.

Art. 5.— Les dispositions de l'arrêté n° 290 CM du 14 mars 1990 déclarant le *Miconia calvescens* D.C. ou, *Miconia magnifica* (hort.) *Triana*, espèce végétale nuisible en Polynésie française sont abrogées.

Art. 6.— Le ministre de l'agriculture et de l'élevage et le ministre de l'environnement, chargé de la décentralisation, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 12 février 1998.

Pour le Président absent :

Le vice-président,
Edouard FRITCH.

Par le Président du gouvernement :

*Le ministre de l'agriculture
et de l'élevage,*
Patrick BORDET.

Le ministre de l'environnement,
Karl MEUEL.

ARRETE n° 249 CM du 16 février 1998 portant organisation des circonscriptions pédagogiques du premier degré de la Polynésie française à compter de la rentrée scolaire d'août 1998.

NOR : SEP98000207AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation et de la formation supérieure et technique,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 336 PR du 21 mai 1997 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 75-22 du 24 janvier 1975 modifiée par la délibération n° 78-9 du 21 janvier 1978, portant création du service de l'éducation ;

Vu l'arrêté n° 1299 I.ADM du 17 mars 1975 portant définition des fonctions et organisation du service territorial de l'éducation ;

Vu le décret n° 90-675 du 18 juillet 1990 portant statut particulier des inspecteurs de l'éducation nationale ;

Vu l'avis de la commission territoriale de la carte scolaire du 1er degré en sa séance du 28 janvier 1998 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 11 février 1998,

Arrête :

Article 1er.— Les limites territoriales des circonscriptions pédagogiques du premier degré à l'intérieur desquelles s'exerce la compétence des inspecteurs de l'éducation nationale sont fixées ainsi qu'il suit :

Circonscription pédagogique n° 1
Service de l'éducation - IEN adjoint

Ecoles maternelles et élémentaires privées :

Commune de Papeete : adventiste (primaire), protestante Taunua (maternelle), protestante Taunua (élémentaire), Saint-Paul (primaire), Sainte-Thérèse (maternelle), Sainte-Thérèse (élémentaire), Maheanuu (maternelle), Charles-Viénot (élémentaire), Fariimata (élémentaire), La Mission (maternelle), La Mission (élémentaire), Putiaoro (maternelle).

Commune de Faavae : Notre-Dame-des-Anges (primaire), Saint-Hilaire (élémentaire).

Circonscription pédagogique n° 2
Ecole normale mixte de Polynésie française

Ecoles maternelles et élémentaires publiques :

Commune de Papeete : Tamanui (maternelle), To'ata (élémentaire).

Commune de Pirae : Tuterai Tane (maternelle), Tuterai Tane (élémentaire).

Circonscription pédagogique n° 3
Arue

Ecoles maternelles et élémentaires publiques : commune de Arue.

Centre de jeunes adolescents : commune de Arue.

Circonscription pédagogique n° 4
Pirae

Ecoles maternelles et élémentaires publiques : commune de Pirae (à l'exclusion des écoles Tuterai Tane maternelle et Tuterai Tane élémentaire).

Centre de jeunes adolescents : commune de Pirae.

Ecole primaire privée : commune de Pirae (Saint-Michel).

Circonscription pédagogique n° 5
Etablissements spécialisés

IEN conseiller technique AIS (aide à l'intégration scolaire) chargé de la formation.

Etablissement et écoles spécialisées publiques de Polynésie française :

- centre médico-éducatif pour handicapés sensoriels ;
- école du Centre hospitalier territorial de Mamao ;
- école du service de psychiatrie infanto-juvénile ;
- école du centre pénitenciaire de Nuutania ;
- Tama Puuroa.

Circonscription pédagogique n° 6
C.T.R.D.P. - Hitiaa O Te Ra

Ecoles maternelles et élémentaires publiques : commune de Hitiaa O Te Ra.

Centre de jeunes adolescents : commune de Hitiaa O Te Ra.

Circonscription pédagogique n° 7
Papeete - Moorea

Ecoles maternelles et élémentaires publiques :

- commune de Papeete (à l'exclusion des écoles Tamanui maternelle et To'ata élémentaire) ;
- commune de Moorea-Maiao.

Centres de jeunes adolescents :

- commune de Papeete : (C.J.A. de Tipaerui, C.J.A. de Fare Ute) ;
- commune de Moorea : (C.J.A. de Vaiare).

Circonscription pédagogique n° 8
Faaa - Punaauia

Ecoles maternelles et élémentaires publiques :

- commune de Faaa (à l'exclusion des écoles privées) ;
- commune de Punaauia.

Centres de jeunes adolescents :

- commune de Faaa ;
- commune de Punaauia.

Circonscription pédagogique n° 9
Paea - Papara - Teva I Uta

Ecoles maternelles et élémentaires publiques :

- commune de Paea ;
- commune de Papara ;
- commune de Teva I Uta.

Centres de jeunes adolescents :

- commune de Paea ;
- commune de Papara (C.J.A. de Taharuu, C.J.A. de restauration) ;
- commune de Teva I Uta.

Circonscription pédagogique n° 10
Taiarapu - Australes

Ecoles maternelles et élémentaires publiques :

Tahiti :

- commune de Taiarapu-Est ;
- commune de Taiarapu-Ouest.

Australes :

- commune de Raivavae ;
- commune de Rapa ;
- commune de Tubuai ;
- commune de Rurutu ;
- commune de Rimatara.

Ecole maternelle et élémentaire privée :

- commune de Taiarapu-Est : - Sacré-Cœur de Taravao.

Centres de jeunes adolescents :

- commune de Taiarapu-Est ;
- commune de Taiarapu-Ouest ;
- commune de Rurutu ;
- commune de Rimatara.

Circonscription pédagogique n° 11
Mahina - Gambier - Tuamotu-Est

Ecoles maternelles et élémentaires publiques :

Tahiti :

- commune de Mahina.

Tuamotu-Est :

- commune des Gambier ;
- commune de Tureia ;
- commune de Nukutavake ;
- commune de Reao ;
- commune de Tatakoto ;
- commune de Hao.

Centre de jeunes adolescents :

- commune de Mahina.

Circonscription pédagogique n° 12
Iles Sous-le-Vent

Ecoles maternelles et élémentaires publiques et privées :

- commune de Huahine ;
- commune de Uturoa ;
- commune de Taputapuata ;
- commune de Tumaraa ;
- commune de Tahaa ;
- commune de Bora Bora ;
- commune de Maupiti.

Centres de jeunes adolescents :

- commune de Huahine ;
- commune de Taputapuata ;
- commune de Tumaraa ;
- commune de Tahaa ;
- commune de Bora Bora.

Circonscription pédagogique n° 13
Marquises

Ecoles maternelles et élémentaires publiques et privées des Marquises :

- commune de Hiva Oa ;
- commune de Fatu Hiva ;
- commune de Tahuata ;
- commune de Nuku Hiva ;
- commune de Ua Pou ;
- commune de Ua Huka.

Centres de jeunes adolescents :

- commune de Hiva Oa ;
- commune de Ua Huka.

Circonscription pédagogique n° 14
Tuamotu-Ouest et Centre

Tuamotu-Ouest :

- commune de Manihi ;
- commune de Arutua ;
- commune de Rangiroa ;
- commune de Takaroa ;
- commune de Napuka.

Tuamotu Centre :

- commune de Fakarava ;
- commune de Anaa ;
- commune de Makemo ;
- commune de Hikuera ;
- commune de Fangatau ;
- commune de Puka Puka.

Art. 2.— Le présent arrêté prendra effet à compter de la rentrée scolaire de septembre 1998 pour une période minimale de trois ans.

Art. 3.— Les dispositions de l'arrêté n° 675 CM du 16 juin 1995 relatif à l'organisation des circonscriptions d'inspection du 1er degré de la Polynésie française sont abrogées.

Art. 4.— Le ministre de l'éducation et de la formation supérieure et technique est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 février 1998.

Pour le Président absent :

Le vice-président,

Edouard FRITCH.

Par le Président du gouvernement :

*Le ministre de l'éducation
et de la formation supérieure
et technique,*

Nicolas SANQUER.

ARRETE n° 255 CM du 19 février 1998 portant octroi à la compagnie aérienne Air New Zealand d'une troisième fréquence hebdomadaire sur le tronçon Papeete/Los Angeles/Papeete.

NOR : STA9800311AC

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 336 PR du 21 mai 1997 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu la demande de la compagnie aérienne Air New Zealand en date du 18 février 1998 ;

Vu l'urgence ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 18 février 1998,

Arrête :

Article 1er.— Il est octroyé à la compagnie aérienne Air New Zealand une troisième fréquence hebdomadaire sur le tronçon Papeete/Los Angeles/Papeete.

Art. 2.— Cette autorisation s'applique à une desserte en 5e liberté, effectuée en B 767 300 ER d'une capacité de 230 sièges, et pour la période de mars à octobre 1998.

Art. 3.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 19 février 1998.

Pour le Président absent :

Le vice-président,

Edouard FRITCH.

NOR : CDE9701782AC

Par arrêté n° 9 CM du 6 janvier 1998.— Le 2e alinéa de l'article 16 de l'arrêté n° 782 CM du 4 août 1997 relatif aux subventions d'investissement accordées par le territoire de la Polynésie française est modifié comme suit :

"Une avance peut être versée. Elle ne peut en aucun cas excéder 50 % du montant de la subvention accordée. La décision attributive fixe les conditions de versement et de récupération de l'avance".

NOR : PEL9800125AC

Par arrêté n° 111 CM du 26 janvier 1998.— M. Philippe Eychart, ingénieur en informatique de 1re catégorie, 6e échelon, est nommé chef du service de l'informatique par intérim à compter du 20 janvier 1998.

L'arrêté n° 781 CM du 25 juillet 1995 portant nomination de M. Jacques Desfaudais, chef du service de l'informatique, est rapporté.

NOR : SAR9800259AC

Par arrêté n° 230 CM du 12 février 1998.— Pour la journée du 6 février 1998, est constaté l'état de calamités naturelles des sinistres occasionnés sur la commune de Tahaa (communes associées de Ruutia-Tiva et de Tapuamu) par des précipitations importantes accompagnées de glissements de terrain.

NOR : SAR9800259AC

Par arrêté n° 231 CM du 12 février 1998.— A l'article 1er de l'arrêté n° 207 CM du 6 février 1998 constatant l'état de calamités naturelles des sinistres occasionnés par les tempêtes tropicales fortes Ursula et Veli, il est ajouté :

- a) s'agissant des communes de l'archipel des îles du Vent, après les termes "Hitiaa O Te Ra (commune associée de Papenoo", les dispositions suivantes : "et commune associée de Hitiaa), commune de Taiarapu-Ouest (commune associée de Teahupoo)";
- b) s'agissant des communes de l'archipel des Tuamotu, après les termes "Fakarava (communes associées", les dispositions suivantes : "de Aratika,".

Le reste sans changement.

NOR : SAR9800260AC

Par arrêté n° 232 CM du 12 février 1998.— Pour la journée du 5 février 1998, est constaté l'état de calamités naturelles des sinistres occasionnés sur les communes de Papara, Teva I Uta et Taiarapu-Ouest par des précipitations exceptionnelles.

NOR : DCM9800189AC

Par arrêté n° 233 CM du 12 février 1998.— Est autorisée l'acquisition de la terre Vaitaare, propriété de Mme Pureau Reasin, d'une superficie de 140 ha 83 a 0 ca, tel que le tout figure au plan établi par M. Guion, géomètre, les 17 novembre 1993 et 5 décembre 1997.

Le montant de cette acquisition est fixé à la somme de *trois cent soixante-cinq millions de francs pacifiques* (365.000.000 F CFP).

Les frais de rédaction et de publication de l'acte notarié ainsi que le prix sont imputables au chapitre 900, article 2100, opération 15-98, AAP 40-98.

NOR : ICA98000246AC

Par arrêté n° 234 CM du 12 février 1998.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 15-97 du 22 décembre 1997 du conseil d'administration de l'Institut de la communication audiovisuelle arrêtant le budget de l'établissement pour l'exercice 1998 à la somme de 236.400.000 F CFP se décomposant comme suit, en recettes et en dépenses :

- section de fonctionnement 175.400.000 F CFP
- section d'investissement 61.000.000 F CFP

NOR : ICAS9800083AC

Par arrêté n° 235 CM du 12 février 1998.— Sont approuvées et rendues exécutoires les délibérations ci-dessous énumérées du conseil d'administration de l'Institut de la communication audiovisuelle en sa séance du 22 décembre 1997 :

- délibération n° 16-97 fixant le montant de l'indemnité mensuelle de sujétion versée aux responsables des départements de l'Institut de la communication audiovisuelle pour l'année 1998 ;
- délibération n° 17-97 portant admission en non-valeur d'une créance irrécouvrable de la société V.P.S. Production.

Par arrêté n° 236 CM du 12 février 1998.— Mme Thérèse Lopez est nommée aux fonctions de chargé de mission auprès du ministre de la solidarité et de la famille.

Par arrêté n° 237 CM du 12 février 1998.— Mme Heipua Lahanier-Metuaore est nommée aux fonctions de conseiller technique auprès du ministre de la solidarité et de la famille.

NOR : FCO9800231AC

Par arrêté n° 238 CM du 12 février 1998.— Le ministre des finances et des réformes administratives, chargé du pacte de Progrès, est habilité à conclure avec la Socredo une convention visant à accorder à ladite société la garantie de bonne fin du territoire pour les prêts octroyés aux étudiants pendant les exercices 1995, 1996 et 1997 pour un montant cumulé de 250 millions de F CFP.

NOR : SAE9800211AC

Par arrêté n° 240 CM du 12 février 1998.— L'article 14 de l'arrêté n° 1464 CM du 24 décembre 1997 portant actualisation du fait de la taxe sur la valeur ajoutée, et modification de la réglementation en matière de contrôle des prix, est rectifié comme suit :

Au lieu de : "L'article 27 de l'arrêté modifié n° 171 CM du 7 février 1992 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :";

Lire : "Le premier alinéa de l'article 27 de l'arrêté modifié n° 171 CM du 7 février 1992 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :".

Le reste sans changement.

NOR : ITS9800238AC

Par arrêté n° 241 CM du 12 février 1998.— Est constaté au niveau de 113,9 l'indice des prix de détail à la consommation familiale pour le mois de janvier 1998 (base 100 en décembre 1988).

NOR : AFS9800195AC

Par arrêté n° 242 CM du 12 février 1998.— Sont approuvées et rendues exécutoires les délibérations suivantes du comité de gestion du régime de solidarité territoriale prises en sa séance du 24 novembre 1997 :

- n° 11-97 CG.RST adoptant l'avenant à la convention n° 95-2682 relative à la gestion technique du fonds d'action sociale du régime de solidarité territoriale ;

- n° 13-97 CG.RST autorisant la prise en charge par le régime de solidarité territoriale du rapatriement sanitaire sur civière de Alfredo Tariu, handicapé actuellement hospitalisé à l'Institut national des invalides de Paris ;
- n° 14-97 CG.RST autorisant la prise en charge sur le budget du régime de solidarité territoriale, des frais afférents à la participation de Mme Armelle Merceron, conseiller technique chargé des problèmes de protection sociale au ministère de la solidarité et de la famille, à la mission C.P.S. de décembre 1997.

NOR : AFS9800236AC

Par arrêté n° 243 CM du 12 février 1998.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 12-97 CG.RST du 24 novembre 1997 du comité de gestion du régime de solidarité territoriale arrêtant le budget pour l'exercice 1998 du régime de solidarité territoriale à la somme de 15.088.000.000 F se décomposant comme suit, en produits et en charges :

Produits

- contribution du territoire 7.443.000.000 F
- contribution de solidarité territoriale 4.100.000.000 F
- participation de l'Etat 3.545.000.000 F
- produits divers -

Total des produits 15.088.000.000 F

I/ Charges techniques

- prestations familiales 1.515.000.000 F
- fonds d'action sociale 600.000.000 F
- assurance maladie 7.121.000.000 F
- personnes âgées 2.938.000.000 F
- handicap 1.600.000.000 F
- versement au R.P.S.M.R. 607.000.000 F

II/ Frais de gestion

- service des affaires sociales 707.000.000 F
- 100.000.000 F
- Caisse de prévoyance sociale 606.000.000 F
- autres charges 1.000.000 F

Total des charges 15.088.000.000 F

NOR : ENV9800251AC

Par arrêté n° 245 CM du 12 février 1998.— Dans le cadre d'une étude scientifique sur la sauvegarde des monarques de Tahiti et des Marquises, et conformément à l'article 19, chapitre II, de la délibération n° 95-257, M. Jean-Claude Thibault, ornithologue, est autorisé à capturer momentanément des oiseaux du genre *Pomarea*.

Cette autorisation est accordée pour des captures momentanées ayant lieu durant l'année 1998 et le premier trimestre de l'année 1999.

Les oiseaux sont attrapés avec des filets, marqués avec des bagues en plastique de couleur, mesurés, examinés puis relâchés sur leur lieu de capture.

M. Jean-Claude Thibault remettra les conclusions de son étude au ministère de l'environnement.

NOR : DOM9800182AC

Par arrêté n° 246 CM du 16 février 1998.— Sont autorisées les prises à bail par la Polynésie française, pour le compte du ministère de la jeunesse, de l'insertion des jeunes, des sports et de la politique de la ville, des parcelles de terre suivantes :

- 1) une parcelle de la terre Vaiaa, Taaone 3, cadastrée section A12, sise à Pirae, d'une superficie de 1.495 m², appartenant à la commune de Pirae, aux fins de construction d'une salle polyvalente ;
- 2) un terrassement formé par les plateaux A et B sis à Oremu, Faaa, d'une superficie de 1 ha 15 a 72 ca environ desservi par un chemin de terre, appartenant à la Sétîl, aux fins d'aménagement de plateaux sportifs et de construction d'une salle polyvalente.

Les présentes locations sont consenties à compter des présentes, pour une durée de 12 ans pour le terrain de Pirae et de 30 ans pour celui de Faaa, moyennant le loyer annuel fixé au franc symbolique pour chaque parcelle.

La dépense est imputable au budget de la Polynésie française, sous-chapitre 951-01, article 630.

NOR: DOM9800185AC

Par arrêté n° 247 CM du 16 février 1998.— M. Christophe Afai est autorisé :

- à occuper la servitude de curage de deux bras d'un cours d'eau sis au droit de la terre Hauaro à Faaone, P.K. 46.500, côté mer, commune de Taiarapu-Est ;
- et à réaliser un empiètement de prospect d'un bâtiment de commerce d'alimentation générale sur le domaine public fluvial.

Et tel que le tout figure sur les plans joints au dossier.

Le pétitionnaire M. Christophe Afai, devra assurer à sa charge et à ses frais le curage du ruisseau au droit de sa propriété et s'interdit de tout recours contre le territoire pour tous dégâts que pourrait provoquer la montée des eaux.

NOR: DOM9800204AC

Par arrêté n° 248 CM du 16 février 1998.— Est affectée au service des affaires sociales une parcelle de terre domaniale dépendant de la terre Teahuoraa sise à Afareaitu, commune de Moorea, PV de bornage n° 108, d'une superficie de 18 ares 60 centiares, ainsi que les constructions y édifiées.

Telle que ladite parcelle figure sur le plan détenu par le service des domaines et telle qu'elle a été acquise aux termes d'un acte transcrit à la conservation des hypothèques au volume 157, n° 41.

Les biens affectés sont mis à disposition de l'association de personnes handicapées "Taaitiraa Huma no Moorea-Maiao", qui supportera les charges habituelles en la matière (entretien, eau, électricité, téléphone).

NOR: AEF9800237AC

Par arrêté n° 250 CM du 16 février 1998.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 1-98 du 15 janvier 1998 du conseil d'administration de l'Agence pour l'emploi et la formation professionnelle arrêtant le budget de l'établissement pour l'exercice 1998 à la somme de *un milliard six cent millions deux cent trente-huit mille six cent trois francs CFP* (1.600.238.603 F CFP) se décomposant comme suit :

Section de fonctionnement :

- recettes : 1.574.228.603 F CFP
- dépenses : 1.585.900.603 F CFP

Section d'investissement :

- recettes : 26.000.000 F CFP
- dépenses : 14.338.000 F CFP

NOR: AEF9800250AC

Par arrêté n° 251 CM du 16 février 1998.— Sont approuvées et rendues exécutoires les délibérations suivantes du conseil d'administration de l'Agence pour l'emploi et la formation professionnelle :

- délibération n° 2-98 portant reconduction de l'indemnité de sujétion spéciale du directeur général de l'Agence pour l'emploi et la formation professionnelle ;
- délibération n° 3-98 portant mise à disposition d'un agent auprès de l'organisation syndicale "Fédération des syndicats de Polynésie française".

NOR: ESS9800252AC

Par arrêté n° 252 CM du 16 février 1998.— Sont approuvées et rendues exécutoires les délibérations de l'Office territorial d'équipements sportifs et socio-éducatifs suivantes :

- délibération n° 29-97 OTESSSE du 29 décembre 1997 portant attribution d'une indemnité mensuelle à certains agents de l'établissement ;
- délibération n° 30-97 OTESSSE du 29 décembre 1997 modifiant la délibération n° 12-96 OTESSSE du 26 janvier 1996 ;
- délibération n° 31-97 OTESSSE du 29 décembre 1997 portant adoption du programme indicatif des travaux n° 1-98 ;
- délibération n° 32-97 OTESSSE du 29 décembre 1997 portant ouverture de postes budgétaires ;
- délibération n° 33-97 OTESSSE du 29 décembre 1997 attribuant une subvention de *deux millions de francs* (2.000.000 F CFP) au Centre nautique de Nuku Hiva, îles Marquises ;
- délibération n° 34-97 OTESSSE du 29 décembre 1997 attribuant une subvention de *deux millions de francs* (2.000.000 F CFP) à l'A.S. Aorai section de tennis ;
- délibération n° 35-97 OTESSSE du 29 décembre 1997 attribuant une subvention de *quatre millions de francs* (4.000.000 F CFP) à l'A.S. du collège du Sacré-Cœur ;
- délibération n° 36-97 OTESSSE du 29 décembre 1997 attribuant une subvention de *cinq cent mille francs* (500.000 F CFP) au C.T.S. de Rurutu ;
- délibération n° 37-97 OTESSSE du 29 décembre 1997 habilitant le directeur de l'Office territorial d'équipements sportifs et socio-éducatifs à signer des conventions de régie publicitaire des stades territoriaux ;
- délibération n° 39-97 OTESSSE du 29 décembre 1997 mettant fin à la mise à disposition de M. Léo Helme (agent de 3e catégorie) auprès de l'U.S.A.T.P.F.O. ;
- délibération n° 40-97 OTESSSE du 29 décembre 1997 modifiant la convention d'utilisation des locaux servant de snack sur les installations gérées par l'Office territorial d'équipements sportifs et socio-éducatifs approuvée par délibération n° 6-95 OTESSSE du 27 juillet 1995 ;
- délibération n° 41-97 OTESSSE du 29 décembre 1997 accordant une remise gracieuse à la société Manuia Tahiti Action.

NOR: ESS9800257AC

Par arrêté n° 253 CM du 16 février 1998.— Est renvoyée en seconde lecture la délibération de l'Office territorial d'équipements sportifs et socio-éducatifs suivante :

- n° 38-97 OTESSSE du 29 décembre 1997 autorisant un appel à candidature en vue de l'occupation et de l'exploitation du snack-bar de la salle Aorai Tini Hau.

NOR: FCO9800269AC

Par arrêté n° 254 CM du 17 février 1998.— La répartition prévisionnelle des crédits de paiement du budget d'investissement initial de 1998 des comptes spéciaux est déterminée selon les tableaux joints en annexes n° 1-98 CAVC et n° 1-98 FIDES-T.

ANNEXE A L'ARRETE PORTANT REPARTITION DES CREDITS DE PAIEMENT 1998 DU COMPTE SPECIAL
"Compte d'aide aux victimes des calamités"

Tableau n° 1-98 CAVC

	900	901	902	903	904	905	906	907	908	909	911	912	914	925	TOTAL
PR															0
VP															0
MJS															0
MFR														302.000.000	302.000.000
MLA															0
MEC															0
MED															0
MEF															0
MSO															0
MSR															0
MAG															0
MCV															0
MEQ															0
MTR															0
MEN															0
	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	302.000.000	302.000.000

ANNEXE A L'ARRETE PORTANT REPARTITION DES CREDITS DE PAIEMENT 1998 DU COMPTE SPECIAL
"Fonds d'investissement pour le développement économique et social"

N° 1-98 FIDES-T

	900	901	902	903	904	905	906	907	908	909	911	912	914	925	TOTAL
PR															0
VP															0
MJS															0
MFR															0
MLA															0
MEC							5.140.000								5.140.000
MED															0
MEF															0
MSO															0
MSR															0
MAG								4.000.000							4.000.000
MCV															0
MEQ															0
MTR															0
MEN										2.000.000					2.000.000
	0	0	0	0	0	0	5.140.000	4.000.000	0	2.000.000	0	0	0	0	11.140.000

NOR : DOM980243AC

Par arrêté n° 256 CM du 19 février 1998.— La S.A. Bora Bora Pearl Beach Resort est autorisée à occuper un emplacement du domaine public maritime sis à Faanui, en vue d'installer un émissaire sous-marin de transport des eaux usées du motu Tevairoa à la grande île de Bora Bora, au droit de la terre Outuerere, au nord du quai de Farepiti.

Et tel que le tracé figure sur les plans de la Speed intitulés "traversée du lagon" daté du 11 septembre 1997 et "arrivée sur quai de Farepiti n° 1" dessiné en septembre 1997 modifié en janvier 1998 joints au dossier.

La présente autorisation est consentie aux clauses et conditions suivantes, toutes de rigueur, à savoir :

1) La S.A. Bora Bora Pearl Beach Resort prendra, à l'exécution des divers travaux, toutes les mesures de protection de

manière à limiter au maximum les atteintes au milieu marin et à se conformer aux recommandations et directives du cahier des charges des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) de la Speed.

2) Elle inclura dans les contrats de travaux avec les entrepreneurs et les sous-traitants, la participation de la délégation à l'environnement pour le contrôle des chantiers.

3) La S.A. Bora Bora Pearl Beach Resort sera tenue de respecter toutes les recommandations et prescriptions qui pourraient lui être imposées par les services et organismes compétents du territoire de la Polynésie française, notamment ceux de la direction de l'équipement, subdivision des phares et balises, et les services de la navigation et des affaires maritimes.

4) Elle s'engage à informer la direction de l'équipement, subdivision des phares et balises, 10 jours avant les travaux pour l'information aux usagers du plan d'eau, ainsi que les services de la navigation et des affaires maritimes et tous services concernés de la date du début des travaux.

5) Elle devra signaler journalièrement le périmètre d'occupation du plan d'eau par des flotteurs lors des travaux.

6) A l'issue des travaux, la S.A. Bora Bora Pearl Beach Resort fournira un plan de recollement du tracé de la canalisation dans le chenal avec un lever topographique des remontées vers la terre aux deux extrémités pour l'information nautique, accompagné de photos :

- au service des domaines et de l'enregistrement ;
- à la direction de l'équipement, subdivision des phares et balises ;
- et aux services de la navigation et des affaires maritimes pour son inscription sur les cartes marines.

7) La S.A. Bora Bora Pearl Beach Resort prendra en charge toutes les conséquences dommageables éventuelles qu'induiront les travaux d'installation de la conduite sur les propriétés riveraines.

Elle sera seule tenue à toutes les garanties que ces travaux pourraient entraîner à l'égard des tiers, elle en fera son affaire personnelle et s'interdit de tout recours contre le territoire de la Polynésie française.

ERRATUM au J.O.P.F. n° 8 du 19 février 1998, page 334.

Dans la rubrique des titres,

Au lieu de :

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

Il convient de lire :

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

Le reste sans changement.

ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

PRESIDENCE

ARRETE n° 98 PR du 16 février 1998 relatif à l'exercice des attributions du ministre de la santé et de la recherche, porte-parole du gouvernement.

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 336 PR du 21 mai 1997 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 205 PR du 31 mai 1996 relatif aux attributions du ministre de la santé et de la recherche, porte-parole du gouvernement ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er.— M. Patrick Bordet, ministre de l'agriculture et de l'élevage, est chargé de l'expédition des affaires courantes et urgentes du ministère de la santé et de la recherche, porte-parole du gouvernement, pendant l'absence de M. Patrick Howell du 9 au 13 février 1998 inclus.

Art. 2.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 février 1998.

Gaston FLOSSE.

ARRETE n° 100 PR du 16 février 1998 relatif à l'exercice des attributions du ministre de l'éducation et de la formation supérieure et technique.

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 336 PR du 21 mai 1997 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 202 PR du 31 mai 1996 relatif aux attributions du ministre de l'éducation et de la formation supérieure et technique ;

Vu l'arrêté n° 682 PR du 16 juillet 1996 complétant l'arrêté n° 202 PR du 31 mai 1996 ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er.— M. Edouard Fritch, vice-président, ministre de la mer, du développement des archipels et des postes et télécommunications, est chargé de l'expédition des affaires courantes et urgentes du ministère de l'éducation et de la formation supérieure et technique, pendant l'absence de M. Nicolas Sanquer du 21 février au 14 mars 1998 inclus.

Art. 2.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 février 1998.

Gaston FLOSSE.

ARRETE n° 103 PR du 16 février 1998 complétant l'arrêté n° 199 PR du 31 mai 1996 modifié relatif aux attributions du ministre des finances et des réformes administratives, chargé du Pacte de progrès.

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 336 PR du 21 mai 1997 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 199 PR du 31 mai 1996 modifié relatif aux attributions du ministre des finances et des réformes administratives, chargé du Pacte de progrès,

Arrête :

Article 1er.— L'article 5 de l'arrêté n° 199 PR du 31 mai 1996 relatif aux attributions du ministre des finances et des réformes administratives, chargé du Pacte de progrès, est complété comme suit :

“ en matière de recouvrement :

- remises gracieuses de majorations pour paiement tardif d'un montant inférieur à *un million de francs* au profit des redevables des droits et taxes dont le recouvrement est confié aux receveurs particuliers ;
- mises en débet des receveurs particuliers ;
- remises de débet au profit des receveurs particuliers ;
- sursis de versement accordés aux receveurs particuliers ;
- décharges ou atténuations de responsabilité des receveurs particuliers.”

Art. 2.— Le ministre des finances et des réformes administratives, chargé du Pacte de progrès, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 février 1998.

Gaston FLOSSE.

Par le Président du gouvernement :

*Le ministre des finances
et des réformes administratives,
Patrick PEAUCELIER.*

ARRETE n° 121 PR du 16 février 1998 complétant l'arrêté n° 203 PR du 31 mai 1996 modifié relatif aux attributions du ministre de l'emploi et de la formation professionnelle, chargé du dialogue social et de la condition féminine.

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 336 PR du 21 mai 1997 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 203 PR du 31 mai 1996 modifié relatif aux attributions du ministre de l'emploi et de la formation professionnelle, chargé du dialogue social et de la condition féminine,

Arrête :

Article 1er.— Il est ajouté à l'article 2 de l'arrêté susvisé un alinéa rédigé comme suit :

“Il est chargé de la mise en œuvre du dispositif d'allocation d'aide pouvant être mis en œuvre en cas de sinistre lié à une calamité naturelle dit chantier de reconstruction (C.D.R.) et signe les conventions nécessaires à cet effet.”

Art. 2.— Le ministre de l'emploi et de la formation professionnelle, chargé du dialogue social et de la condition féminine, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 16 février 1998.

Gaston FLOSSE.

Par le Président du gouvernement :

*Le ministre de l'emploi
et de la formation professionnelle,
Lucette TAERO.*

MINISTRE DES FINANCES ET DES REFORMES ADMINISTRATIVES

Par arrêté n° 924 MFR du 13 février 1998.— Il est délégué à chaque ministère et par chapitre les crédits de paiement mentionnés dans le tableau n° 1-98 ci-joint en annexe.

ANNEXE A L'ARRETE PORTANT DELEGATION DES CREDITS DE PAIEMENT 1998

Tableau n° 1-98 en F CFP

	900	901	902	903	904	905	906	907	908	909	911	912	914	925	TOTAL
PR							223.476.755								223.476.755
APF															0
CESC															0
VP															0
MFR	59.413.000														59.413.000
MLA	385.000.000													1.110.000.000	1.475.000.000
MEC															0
MED															0
MEF															0
MSO															0
MJS															0
MSR															0
MAG															0
MCV															0
MEQ		199.956.558				247.500.000									437.456.558
MTR															0
MEN															0
Op. com.															
	424.413.000	199.956.558	0	0	0	247.500.000	223.476.755	0	0	0	0	0	0	1.110.000.000	2.195.346.313

Par arrêté n° 108 PR du 16 février 1998.— Les agents de 3e catégorie figurant sur la liste ci-dessous sont intégrés dans le cadre d'emplois des adjoints administratifs de la fonction publique de la Polynésie française :

- Mlle Teariki Aimata, adjoint administratif principal de 2e classe, au Centre hospitalier de Mamao, à compter du 16 septembre 1997 ;
- Mme Toofa Alba épouse Sommers, adjoint administratif principal de 2e classe, au Centre hospitalier de Mamao, à compter du 2 septembre 1997.

Des arrêtés individuels préciseront pour chacun des agents précités, les conditions de reclassement dans le cadre d'emplois des adjoints administratifs de la fonction publique de la Polynésie française.

Par arrêté n° 109 PR du 16 février 1998.— M. Daniel Vaivre, commandant la brigade territoriale de gendarmerie de Hao (Tuamotu-Gambier), est investi des fonctions notariales pour les actes courants d'importance réduite.

Le serment prêté par écrit par M. Daniel Vaivre devra être entériné par la cour d'appel de Papeete, avec effet à la date du présent arrêté.

Le présent arrêté sera notifié au procureur général près la cour d'appel de Papeete.

Par arrêté n° 110 PR du 16 février 1998.— Les agents de 4e catégorie figurant sur la liste ci-dessous sont intégrés dans le cadre d'emplois des agents techniques de la fonction publique de la Polynésie française :

- Mme Ateni Hélène épouse Ebb, agent technique en chef, au Centre hospitalier de Mamao, à compter du 10 avril 1997 ;
- Mme Maroonui Augustine, agent technique en chef, au Centre hospitalier de Mamao, à compter du 11 décembre 1996 ;
- Mme Raihauti Clara épouse Coulombel, agent technique en chef, au Centre hospitalier de Mamao, à compter du 14 avril 1997 ;
- Mlle Tapi Eliane, agent technique en chef, au Centre hospitalier de Mamao, à compter du 14 avril 1997.

Des arrêtés individuels préciseront pour chacun des agents précités, les conditions de reclassement dans le cadre d'emplois des agents techniques de la fonction publique de la Polynésie française.

Par arrêté n° 111 PR du 16 février 1998.— Les agents de 1re catégorie figurant sur la liste ci-dessous sont intégrés dans le cadre d'emplois des attachés d'administration de la fonction publique de la Polynésie française :

- Mme Bambridge Maiana épouse Cormier, attaché d'administration principal, au Conseil économique, social et culturel, à compter du 10 juillet 1997 ;
- Mme Bresson Mireille, attaché d'administration principal, au service des contributions directes, à compter du 29 octobre 1996 ;
- Mlle Cazes Geneviève, attaché d'administration principal, à la circonscription médicale des I.S.L.V., à compter du 14 octobre 1996 ;

- M. Chanfour Pierre, conseiller des services administratifs principal, au service de l'administration et du développement des archipels, à compter du 1er juillet 1996 ;
- M. Cheneson Ronald, attaché d'administration principal, à la direction de l'équipement, à compter du 6 juin 1997 ;
- M. Dexter Ramon, conseiller des services administratifs principal, au service du commerce extérieur, à compter du 5 novembre 1996 ;
- Mme Favier Nicole, conseiller des services administratifs, à l'Agence pour l'emploi et la formation professionnelle, à compter du 28 juillet 1997 ;
- Mme Lanquetin Patricia épouse Tauru, attaché d'administration principal, au service des affaires économiques, à compter du 23 juillet 1997 ;
- M. Law Charles, attaché d'administration principal, au service territorial des transports interinsulaires, à compter du 26 juin 1997 ;
- M. Oncins Jean-Michel, attaché d'administration principal, au service de l'urbanisme et de l'aménagement, à compter du 1er juin 1997 ;
- Mlle Ottavy Brigitte, attaché d'administration, au service de l'urbanisme et de l'aménagement, à compter du 8 juillet 1997 ;
- Mme Sienne Liliane, conseiller des services administratifs, à la délégation à l'environnement, à compter du 20 mai 1997 ;
- M. Sue Guy, attaché d'administration principal, au service territorial des transports terrestres, à compter du 6 août 1997 ;
- M. Tsu Ronald, attaché d'administration principal, au service des affaires économiques, à compter du 9 juillet 1997.

Des arrêtés individuels préciseront pour chacun des agents précités, les conditions de reclassement dans le cadre d'emplois des attachés d'administration de la fonction publique de la Polynésie française.

Par arrêté n° 118 PR du 16 février 1998.— M. Jean-Philippe Monnot, né le 2 mai 1971 à Papeete (Tahiti), est nommé clerc assermenté à l'étude de Me Michel Morgant, huissier de justice à Papeete.

Avant d'entrer en fonctions, M. Jean-Philippe Monnot prêterait serment devant la cour d'appel de Papeete.

Par arrêté n° 119 PR du 16 février 1998.— M. William Young Pin, né le 14 avril 1971 à Papeete (Tahiti), est nommé clerc assermenté à l'étude de Me Dania Ueva, huissier de justice à Papeete.

Avant d'entrer en fonctions, M. William Young Pin prêterait serment devant la cour d'appel de Papeete.

Par arrêté n° 963 MFR du 17 février 1998.— Sont nommés comme membres du jury du concours externe, sur épreuves, pour le recrutement de vingt adjoints administratifs de catégorie C, relevant de la fonction publique du territoire de la Polynésie française, les personnes dont les noms suivent :

- M. Marc Jammet, chef du service du personnel et de la fonction publique ou son représentant, *président* ;
- M. Jean-Jacques Delarce, inspecteur général de l'administration territoriale ou son représentant ;
- M. Gérard Vanizette, chef du service du tourisme ou son représentant ;

- Mme Simone Grand, directrice du Centre polynésien des sciences humaines ou son représentant ;
- Mme Melba Ellacott, déléguée de personnel.

Par arrêté n° 964 MFR du 17 février 1998.— Sont nommés comme membres du jury du concours externe, sur titres, pour le recrutement de neuf infirmiers de classe normale relevant de la fonction publique du territoire de la Polynésie française, les personnes dont les noms suivent :

- M. Marc Jammet, chef du service du personnel et de la fonction publique ou son représentant, *président* ;
- M. Jean-Jacques Delarce, inspecteur général de l'administration territoriale ou son représentant ;
- Mme Marie-Noëlle Blanc Caille, infirmière au Centre hospitalier de Mamao ;
- Mme Pauline Cérant-Jérusalémy, déléguée de personnel ;
- M. Régis-Olivier Lafont, directeur du Centre hospitalier de Mamao, par intérim, ou son représentant.

**MINISTÈRE DU LOGEMENT,
DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE
ET DES TERRES DOMANIALES,
DE L'URBANISME ET DES AFFAIRES FONCIÈRES**

ARRETE n° 869 MLA du 13 février 1998 portant délégation de signature au directeur des affaires foncières.

Le ministre du logement, de l'aménagement du territoire et des terres domaniales, de l'urbanisme et des affaires foncières,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 336 PR du 21 mai 1997 portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 200 PR du 31 mai 1996 relatif aux attributions du ministre du logement, de l'aménagement du territoire et des terres domaniales, de l'urbanisme et des affaires foncières ;

Vu la délibération n° 97-87 du 29 mai 1997 portant création de la direction des affaires foncières ;

Vu l'arrêté n° 1518 CM du 31 décembre 1997 portant organisation de la direction des affaires foncières ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 relative à la signature du courrier ;

Vu l'arrêté n° 156 CM du 2 février 1998 portant nomination de M. Moana Bodin, directeur des affaires foncières,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à M. Moana Bodin, directeur des affaires foncières à l'effet de signer "pour le ministre et par délégation" dans la limite de ses attributions :

1. les actes et correspondances définis au paragraphe 1.1, 1.2, 1.3, 1.5 et 2.1 de la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 ;
2. les actes, quelle que soit leur forme, relatifs à la constitution, l'administration et l'aliénation du domaine privé mobilier et immobilier ainsi qu'à la gestion du domaine public du territoire. Cette délégation est limitée aux actes d'un montant inférieur à dix (10) millions de francs CFP ;
3. les actes suivants relevant de la gestion du personnel de statut territorial placé sous son autorité :
 - ordres de déplacement à l'intérieur du territoire de moins de 6 jours ainsi que les réquisitions de passage et de bagages correspondants ;
 - certificat de travail et attestation de salaire ou autres prévus par la réglementation sociale ;
 - congés de toute nature à passer sur le territoire ;
 - permissions exceptionnelles prévues par la convention collective ;
 - mutation à l'intérieur du service ;
 - avancement d'échelon ;
 - avertissements et blâmes pour l'ensemble des agents, à l'exception des blâmes pour les agents de première catégorie ;
 - notation du personnel, à l'exception des agents de première catégorie ;
4. engagement, certification de services faits et liquidation, des dépenses imputables au budget local et à la section locale du F.I.D.E.S., à l'exclusion de la signature des lettres de commande d'un montant supérieur à cinq (5) millions de francs CFP ;
5. cessions de documents établis par la direction des affaires foncières.

Art. 2.— M. Bertrand Mallet, et en cas d'absence ou d'empêchement, Mmes Nicole Deane, Joselle Paquier, Tilda Degage et MM. Edouard Terai et Georges Putoa sont habilités à signer les copies relatives aux demandes de renseignements ou de documents cadastraux adressés aux usagers.

Art. 3.— Mme Johanna Piritua, et en cas d'absence ou d'empêchement, Mmes Josette Ganivet et Anita Foster de la division de l'assistance aux particuliers sont habilitées à signer les attestations d'état civil et les copies relatives aux jugements des tribunaux indigènes et arrêts de la haute cour tahitienne conservés par cette division.

Art. 4.— L'arrêté n° 4307 MLA du 7 août 1996 et les arrêts n° 4374 MLA, n° 4375 MLA, n° 4348 MLA du 12 août 1996 sont abrogés.

Art. 5.— Le directeur des affaires foncières est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 février 1998.
Gaston TONG SANG.

Par arrêté n° 117 PR du 16 février 1998.— Est modifié comme suit, l'article 4 fixant la liste des membres de la commission locale d'aménagement habilités à siéger en son sein, pour élaborer le plan général d'aménagement de la commune de Taputapuataea :

Nouvel article de l'arrêté n° 169 PR du 21 mai 1996 :

Art. 4.— La commission locale d'aménagement (C.L.A.) est présidée par le conseiller-maire de la commune de Taputapuataea.

Sa composition est ainsi fixée :

- premier adjoint au maire, M. Carl Hagel ;
- deuxième adjointe au maire, Mme Jeannette Taea ;
- troisième adjoint au maire, M. Johann Roopinia ;
- quatrième adjoint au maire, M. Patrick Becquet ;
- cinquième adjoint au maire, M. Teinauri Teuravehe ;
- sixième adjoint au maire, M. Philippe Roopinia ;
- septième adjoint au maire, M. Rodrigue Teriitaohia ;
- huitième adjoint au maire, Mme Colette Yue Kuong ;
- M. Hiomai Terihaunui, maire délégué de Avera ;
- M. Moïse Ebb, maire délégué de Opoa ;
- M. Elie, Tehina Salmon, maire délégué de Puohine ;
- M. Teriaviri Raapoto, conseiller municipal ;
- M. Etienne Tefaaite, conseiller municipal ;
- Mme Rosina Ahutoru, née Punaa, conseillère municipale ;
- M. Bruno Nui, conseiller municipal ;
- M. Roberto Tupua, conseiller municipal ;
- M. Ringo Fa Shin Chong, conseiller municipal ;
- M. Louis Anuanu, conseiller municipal ;
- M. Emile Brotherson, conseiller municipal ;
- M. Michel Tetuanui, conseiller municipal ;
- M. Angélo Tuihani, conseiller municipal ;
- M. Julio Moutham, conseiller municipal ;
- Mlle Elise Neuffer, conseillère municipale ;
- Mme Marie Louise Godfrey, conseillère municipale ;
- Mme Marceline Smith, née Taea, conseillère municipale ;
- M. Léon Teripaia, conseiller municipal ;
- le chef de la subdivision administrative des îles Sous-le-Vent ou son représentant ;
- le chef de la circonscription administrative territoriale des îles Sous-le-Vent ou son représentant ;
- le chef du service de l'urbanisme ou son représentant, secrétaire de la commission ;
- l'urbaniste chargé d'étude ;
- les chefs de services et établissements publics territoriaux suivants, ou leurs représentants :
- affaires sociales ;
- cadastre ;
- Centre polynésien des sciences humaines ;
- délégation à l'environnement ;
- domaines et enregistrement ;
- développement rural ;
- direction de la santé ;
- direction de l'équipement ;
- direction de l'enseignement secondaire ;
- vice-rectorat ;
- éducation ;
- Fonds d'entraide aux îles ;
- jeunesse et sports ;
- Office territorial de l'habitat social ;
- mer et aquaculture ;
- tourisme ;
- transports interinsulaires ;
- transports terrestres ;
- énergie et mines ;
- les directeurs de sociétés et établissements suivants ou leurs représentants :
- Electra ;
- S.I.V.O.M. ;
- Office des postes et télécommunications.

La commission peut en outre faire appel à tout service territorial, organisme ou personnalité qui seront jugés utiles pour la bonne marche des travaux.

La commission décidera de son règlement intérieur et de l'organisation éventuelle de groupes de travail.

Par arrêté n° 1033 MLA du 19 février 1998.— Le 3e modificatif au cahier des charges du lotissement Punavai Nui, 1re tranche, zone résidentielle (R1 à R6), zone jeunes ménages (4 à 7), lot 1, enregistré au service de l'urbanisme (section "urbanisme opérationnel et construction") les 27 novembre 1997, 21 janvier et 4 février 1998 sous le n° L/93-44 est approuvé.

Après formalité de transcription à la conservation des hypothèques, une expédition du modificatif au cahier des charges de ce lotissement sera déposée pour archivage aux secrétariats de la mairie de Punaauia et du service de l'urbanisme (section "urbanisme opérationnel et construction").

Communication au public

Le présent arrêté et le dossier approuvé seront mis à la disposition du public, conformément aux dispositions de l'article D.141-22 du code de l'aménagement de la Polynésie française, aux secrétariats de la mairie de Punaauia et du service de l'urbanisme (section "urbanisme opérationnel et construction").

MINISTRE DE L'ECONOMIE, DU PLAN ET DE LA PREVISION ECONOMIQUE, DE L'ARTISANAT ET DE L'ENERGIE

Par arrêté n° 8473 MEC du 28 novembre 1997.— Les tarifs horaires maxima de réparation automobile de la société Garage Automoto sont fixés à l'annexe ci-joint.

Ces prix sont applicables à compter du 1er décembre 1997 et s'entendent hors T.V.A.

La facturation des travaux est effectuée par référence au "barème de temps de main-d'œuvre" tel que publié par les "Editions techniques pour l'automobile et l'industrie".

Dans le cas où certains modèles de véhicules, notamment étrangers, ne sont pas répertoriés dans la publication spécialisée citée ci-dessus, il peut être procédé à une facturation sur la base des valeurs de temps d'origine constructeur.

Le barème de temps "constructeur" doit être remis au consommateur sur simple demande.

La facturation des services exécutés doit être conforme aux dispositions de la décision n° 765 AE du 13 octobre 1978 et de l'arrêté n° 692 CM du 16 juillet 1997 modifié relatif à la facturation des produits et services en Polynésie française.

Les tarifs mentionnés à l'annexe doivent être affichés de manière visible et lisible, conformément aux dispositions de l'arrêté n° 170 CM du 7 février 1992 relatif à l'information et à la protection du consommateur sur le territoire de la Polynésie française.

Les taux horaires de facturation de la main-d'œuvre et les tarifs des opérations d'entretien courantes devront, en outre, être affichés en vitrine ou à l'extérieur.

En ce qui concerne la présente société, les dispositions antérieures contenues dans l'arrêté n° 5838 MEC du 3 octobre 1996 fixant les tarifs horaires de réparation en atelier chez les concessionnaires automobiles sont abrogées.

Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront poursuivies, réprimées et sanctionnées conformément aux dispositions de la décision n° 766 AE du 13 octobre 1978 modifiée.

ANNEXE à l'arrêté n° 8473 MEC du 28 novembre 1997
Facturation des travaux

Taux	Nature des opérations	Catégorie d'opération	Tarifs maxima applicable du 1er décembre au 31 décembre 1997	Tarifs maxima hors T.V.A. applicable à compter du 1er janvier 1998
T1	<i>Dépose, pose et remplacement :</i> Organes mécaniques, électriques ou de carrosserie en échange standard.	Véhicule léger mécanique, carrosserie, peinture	3.875	3.762
T2	<i>Révision, réparation et réglage :</i> Mécaniques, électriques, hydrauliques. Redressage d'éléments de carrosserie effectués au sol. Peinture : opération sur peinture standard.	Véhicule léger mécanique, carrosserie, peinture Poids lourd mécanique	4.340	4.214
T3	<i>Tôlerie :</i> Remise en forme ou en ligne des infrastructures des véhicules sur marbre, banc de redressage ou banc de mesure, y compris les réparations ou remplacements des éléments soudés de carrosserie lorsque ces opérations sont effectuées sur marbre, banc de mesure. <i>Haute technicité :</i> Diagnostic, révision, réparation et réglage de systèmes relatifs à l'électronique, turbo-compresseur, climatisation, freinage ABS, BV automatique, pompe hydraulique et de contrôle, réglage d'injection (diesel ou essence) effectué au banc, contrôles et réglages de trains AV et AR effectués à l'aide d'un appareil muni d'un enregistreur ou d'une station de contrôle à projection lumineuse.	Véhicule léger mécanique, carrosserie, peinture Poids lourd mécanique Travaux spéciaux poids lourd mécanique	4.725	4.587
TP	<i>Peinture :</i> L'ensemble des temps nécessaire pour effectuer les travaux spéciaux de peinture.	Carrosserie, peinture	4.535	4.403

T1 : Opérations de technicité courante, pouvant être confiées à du personnel débutant ou moyennement qualifié et nécessitant l'utilisation d'un outillage courant.

T2 : Opérations de technicité moyenne devant être confiées à du personnel qualifié, et/ou nécessitant l'utilisation de matériels moyennement coûteux.

T3 : Opérations de haute technicité devant être confiées à du personnel très qualifié, et/ou nécessitant l'utilisation de matériels d'un coût très élevé.

Un taux de revalorisation de 2 % des tarifs horaires ci-dessus, plafonné à 1.942 francs hors T.V.A. pour les véhicules légers et à 2.913 francs hors T.V.A. pour les poids lourds est autorisé pour prendre en compte les petites fournitures diverses (chiffon, huile, petites fournitures,...) mais assise uniquement sur les coûts de la main-d'œuvre.

MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DES PORTS

Par arrêté n° 926 MEQ du 16 février 1998.— Une partie des indemnités relatives aux parcelles de terre Vaiaea 1 et Vaiaea 3 est désignée et versée aux comptes bancaires des intéressés suivant le tableau ci-après :

N° de plan	Cadastre	Surface en m2	Nom des propriétaires, copropriétaires, ayants droit	Référence du jugement	Quotité	Indemnité à désigner en F CFP
88	L 161 L 336	32 26 1 : 58	1) Succession de Vahinetau Teupootahiti épouse Adams ayant pour mandataire M. Tony Adams 2) M. Etienne Hauata	109-27 du 17 mars 1997	3/24 4/24	43.500 58.000
89	L 414 BK 100	1.590 652 1 : 2.242	1) Succession de Vahinetau Teupootahiti épouse Adams ayant pour mandataire M. Tony Adams 2) M. Etienne Hauata	110-28 du 17 mars 1997	57/72 4/72	10.649.500 747.333
89	M 426 BK 101 BL 40	3.575 462 861 1 : 4.898	Succession de Abel Aitamai ayant pour mandataire Mme Suzanne Aitamai épouse Tumahai Succession de Augustin Aitamai 1) Julien Aitamai 2) Jean Aitamai 3) Jeanne Aitamai 4) Jules Aitamai 5) Joseph Aitamai	100-18 du 17 mars 1997	1/4 1/20 1/20 1/20 1/20 1/20	8.081.700 1.616.340 1.616.340 1.616.340 1.616.340 1.616.340

Par arrêté n° 927 MEQ du 16 février 1998.— Une partie de l'indemnité relative à la terre Vaitahuri I est désignée et versée aux comptes bancaires des intéressés suivant le tableau ci-après :

Bénéficiaires	Indemnité à désigner en F CFP	
	Plan n° 93 M 21 : 590 m2 M 308 : 80 m2	Plan n° 95 M 24 : 1.163 m2 M 24 : 215 m2 BL 46 : 425 m2
1) Succession de M. Tahuri Tehuritaua :		
a) Mme Dora Fareura, mandataire de Tetuanui Fareura	95.714	213.178
b) M. Matimo Fareura	95.714	213.178
c) Mme Dora Fareura veuve Hopu	95.714	213.178
d) Mme Pani Fareura épouse Teritiamihau	95.714	213.178
e) Succession de Tuterai Fareura dit également Fareura Matimo :		
- Tava Fareura	15.952	35.529
- Noël Fareura	15.952	35.529
- Tuterai Fareura	15.952	35.529
- Marc Fareura	15.952	35.529
- Tuairau Fareura	15.952	35.529
- Marae Fareura	15.952	35.529
2) M. Jean Aroita	223.333	497.416
3) M. Roariri Aroita	223.333	497.416

L'arrêté de désignation n° 642 MEQ du 9 février 1998 est annulé et remplacé par le présent arrêté.

Par arrêté n° 1007 MEQ du 18 février 1998.— Une partie de l'indemnité relative aux parcelles de la terre Teiriiri 3, lot 5, est désignée et versée aux comptes bancaires des intéressés suivant le tableau ci-après :

N° de plan - Cadastre	Surface en m2	Nom des propriétaires, copropriétaires, ayants droit	Réf. du jugement	Quotité	Indemnité à désigner en F CFP
61 - K150	163	Mme Tetuanui Iris Otare veuve Piritua	87-5 du 28/2/97	2/12	517.000
61 - K294	39	Mme Lina Chapman		2/12	517.000
61 - K295	315	M. Louis Otare		1/12	258.500
	1 : 517	Mme Violette Otare épouse Atani		2/12	517.000

Par arrêté n° 1008 MEQ du 18 février 1998.— Une partie des indemnités relatives aux parcelles de la terre Tahua Raumanu 1 est désignée et versée aux comptes bancaires des intéressés suivant le tableau ci-après :

N° de plan - Cadastre	Surface en m2	Nom des propriétaires, copropriétaires, ayants droit	Réf. du jugement	Quotité	Indemnité à désigner en F CFP
99 - M68	891	Mme Louise Estali épouse Helme	104-22 du 17/3/97	7/32	1.731.187
	428	Héritiers de Pierre Malcom Gibson s/c de Me Bambridge-Babin		2/32	494.626
100 - M67	775	Héritiers de Pierre Malcom Gibson s/c de Me Bambridge-Babin	103-21 du 17/3/97	1/1	5.196.000
100 - M321	91				
	1 : 866				
101 - BL52	188	Héritiers de Pierre Malcom Gibson s/c de Me Bambridge-Babin	102-20 du 17/3/97	1/2	564.000

Par arrêté n° 1009 MEQ du 18 février 1998.— Une partie de l'indemnité relative aux parcelles de la terre Matatia Tonu est désignée et versée aux comptes bancaires des intéressés suivant le tableau ci-après :

N° de plan - Cadastre	Surface en m2	Nom des propriétaires, copropriétaires, ayants droit	Indemnité à désigner en F CFP
118 - N60	818	1) Succession de Ahurau a Tai	25.198
118 - N59	263	- Ayant droit de Fareone Terii	
118 - N375	156	- Mme Micheline Tefau	
	1 : 1.237	- Ayants droit de Anamalaarii Terii épouse Tuhiva	
		- M. Hiotua Ruagi	
		- Mme Haumatarii Ruagi épouse de Maurice Terinatooa	
		- Ayant droit de Teura Terii épouse Bennett	
		- M. Jacques Janvier Bennett	100.792

N° de plan - Cadastre	Surface en m2	Nom des propriétaires, copropriétaires, ayants droit	Indemnité à déconsigner en F CFP
		2) Succession de Mihitua a Tai épouse Thompson - Ayants droit de Taata a Tai Thompson - Mme Tilaua Pothier épouse Tauhiro - M. Jean-Marie Pothier - M. Homère Pothier - Ayant droit de Timi Thompson - M. Charles Thompson	8.399 8.399 8.399 8.399
		3) Succession de Pauura a Tai - Les héritiers de M. Emile Maraë Tai ayant pour mandataire Mme Alice Tai épouse Natua	604.755

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

Par arrêté n° 107 PR du 16 février 1998.— La S.A.R.L. Air Anapa est autorisée à effectuer des opérations de transport aérien public de passagers et de fret, à ses risques et périls, sur l'archipel des îles Sous-le-Vent, au moyen d'un aéronef de type Cessna U 206 amphibie dans la limite de 5 passagers par voyage.

La société met en œuvre les moyens opérationnels nécessaires à une exploitation continue et adaptée de transport à la demande.

Les autres appareils, que la société est pour des raisons techniques limitativement autorisée à exploiter, font l'objet d'une décision séparée.

La présente autorisation est particulière à la société et n'est transmissible à aucune autre personne physique ou morale.

Elle ne demeure valable qu'autant que subsistent les conditions ayant présidé à sa délivrance. La société devra porter à la connaissance des autorités concernées toutes modifications importantes de son organisation administrative, commerciale et technique.

Les transports de passagers précités ne sont toutefois autorisés que dans la mesure où ils ne constituent pas des séries systématiques de vols pouvant porter préjudice aux lignes régulières.

La société devra souscrire une police d'assurance couvrant sa responsabilité civile tant à l'égard des passagers transportés qu'à l'égard des tiers suivant les normes au moins équivalentes à celles définies par la convention de Varsovie.

Cette autorisation est valable pour une période renouvelable de trois ans à compter de sa parution au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Elle pourra à tout moment être suspendue ou retirée sans préavis, si la société ne se conforme pas à la réglementation en vigueur.

Par arrêté n° 986 MTR du 17 février 1998.— En raison de l'immobilisation sur cale du navire Taporo VI, le navire Taporo IV est autorisé à desservir l'archipel des îles Sous-le-Vent, à titre exceptionnel, par dérogation à l'article 3 de l'arrêté n° 675 CM du 8 juillet 1997 portant octroi d'une licence d'armateur à la S.A. Compagnie française maritime

de Tahiti (C.F.M.T.) pour l'exploitation du navire Taporo IV sur la desserte maritime des îles Marquises, de l'atoll de Takapoto et de l'île de Maiao, du 2 au 12 mars 1998.

En raison de l'immobilisation sur cale du navire Taporo VI et de l'insuffisante capacité de charge du navire Taporo IV, le navire Taporo V est autorisé, à titre exceptionnel, à desservir l'archipel des îles Sous-le-Vent, par dérogation à l'article 2 de l'arrêté n° 66 CM du 8 janvier 1998 portant octroi d'une licence d'armateur à la S.A. C.F.M.T. pour l'exploitation provisoire du navire Taporo V sur la desserte maritime des Tuamotu-Ouest, du 2 au 12 mars 1998.

Par arrêté n° 1036 MTR du 19 février 1998.— Au titre du premier quadrimestre 1998, le quota de gazole attribué au G.I.E. Moorea Nui s'élève à 18.431 litres.

Pour le groupement précité, le quota précisé ci-dessus entre les différentes unités de transport est fixé selon l'annexe jointe au présent arrêté (1).

(1) Elle peut être consultée au service des transports terrestres.

Par arrêté n° 1037 MTR du 19 février 1998.— Au titre du premier quadrimestre 1998, le quota de gazole attribué au G.I.E. Raiatea Nui s'élève à 6.725 litres.

Pour le groupement précité, le quota précisé ci-dessus entre les différentes unités de transport est fixé selon l'annexe jointe au présent arrêté (1).

(1) Elle peut être consultée au service des transports terrestres et à la circonscription administrative des îles Sous-le-Vent.

Par arrêté n° 1038 MTR du 19 février 1998.— Au titre du mois de décembre 1997, le quota de gazole attribué aux différents groupements conventionnés de transports publics routiers réguliers de voyageurs de l'île de Tahiti s'élève à 83.708 litres ventilés comme suit :

- G.I.E. Te Anuanua : 3.884 litres ; G.I.E. Te Motu Ovini : 1.902 litres ; G.I.E. Te Rai Nui : 4.261 litres ; G.I.E. Tefana I Ahurai : 31.150 litres ; G.I.E. Tere Au Noa : 2.533 litres ; G.I.E. Tiare Tahiti : 18.877 litres et G.I.E. To O'a O Te Ra : 21.101 litres.

Pour chacun des groupements précités, les quotas précisés ci-dessus entre les différentes unités de transport sont fixés selon l'annexe jointe au présent arrêté (1).

(1) Elle peut être consultée au service des transports terrestres.

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

CONSEIL SUPERIEUR DE L'AUDIOVISUEL

DECISION n° 98-9 du 13 janvier 1998 relative à la composition du comité technique radiophonique de Polynésie française.

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel,

Vu la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication ;

Vu le décret n° 89-632 du 7 septembre 1989 relatif aux comités techniques prévus par l'article 29-1 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée, et notamment son article 5 ;

Vu la lettre de démission de M. Christian Clary en date du 17 décembre 1997 ;

Après en avoir délibéré,

Décide :

Article 1er.— Il est mis fin, sur sa demande, aux fonctions de membre titulaire du comité technique radiophonique de Polynésie française exercées par M. Christian Clary à compter du 1er janvier 1998.

Art. 2.— La présente décision sera publiée au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 13 janvier 1998.

Pour le Conseil supérieur de l'audiovisuel :

Le président,
H. BOURGES.

ARRETE MINISTERIEL du 2 février 1998 fixant la date de l'épreuve de l'examen professionnel pour le recrutement de contrôleurs en chef (grade provisoire) du corps des contrôleurs des services extérieurs du travail et de la main-d'œuvre au titre de l'année 1996.

Par arrêté de la ministre de l'emploi et de la solidarité en date du 2 février 1998, l'épreuve écrite de l'examen professionnel pour le recrutement de vingt-deux contrôleurs en chef (grade provisoire) du corps des contrôleurs des services extérieurs du travail et de la main-d'œuvre aura lieu le 12 mars 1998.

Des centres d'examen seront ouverts dans toutes les directions régionales du travail, de l'emploi et de la formation pro-

fessionnelle et dans les départements et territoires d'outre-mer. Des centres pourront être supprimés ou créés suivant le nombre et la localisation des candidatures enregistrées.

L'épreuve orale aura lieu à Paris.

Nota.— Pour tous renseignements et inscription, les candidats devront s'adresser au ministère de l'emploi et de la solidarité (direction de l'administration générale et de la modernisation des services, sous-direction des ressources humaines, bureau de la politique générale du personnel), 39-43, quai André-Citroën, 75739 Paris, Cedex 15 (téléphone : 01-44-38-36-51 et 01-44-38-36-56).

ARRETE MINISTERIEL du 3 février 1998 portant ouverture du concours d'entrée aux écoles de sages-femmes.

Par arrêté de la ministre de l'emploi et de la solidarité en date du 3 février 1998, le concours d'entrée aux écoles de sages-femmes (session de 1998), dont les épreuves auront lieu les 18 et 19 mai 1998, est ouvert dans les centres suivants :

.....
Papeete (Polynésie française)
.....

Les dossiers de candidature, constitués conformément à l'article 9 de l'arrêté du 5 février 1987 modifié, devront être déposés à la direction régionale des affaires sanitaires et sociales ou au centre d'examen avant le 1er avril 1998.

La note minimale requise pour être déclaré reçu au concours d'entrée aux écoles de sages-femmes est fixée par le jury.

.....
Le nombre de places mises au concours d'entrée est fixé à 663 selon la répartition suivante :

.....
Papeete, école de sages-femmes du centre hospitalier territorial de Polynésie française : 4 postes ;
.....

ACTES DES AUTORITES DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

DIRECTION DES AFFAIRES FONCIERES

CURATELLE AUX SUCCESSIONS ET BIENS VACANTS AVIS N° 338 DAF.ENR

Il est donné avis de recherche des héritiers de Mmes Matuatua a Naehu, Tetuahitirere Maïate épouse

Mataiho, décédée à Mahina en décembre 1918, Teriifaaotira Maïate épouse Vaitahe, décédée à Mahina le 23 juin 1918, Tehaamarama Temarii dite aussi Tiare Nadeau, décédée à Papeete le 5 mai 1968, MM. Teraitua a Tautu, Arenuu a Tautu, Puhaharu a Noia, Tuterapuni a Tinirau, Taauia Hoatua, Mme Tahiri Papaura, M. Teuratu Teriitehau, décédé à Tautira le 2 septembre 1990, Mmes Vehiarii Teriitehau, décédée à Mataiva le 4 avril 1996 et Ahuura Teriitehau, décédée à Papeete le 23 mai 1974, lesquels sont invités à se faire connaître à la direction des affaires foncières (division de la gestion du domaine, fare haamaraa) à Fare Ute.

Fait à Papeete, le 19 février 1998.
Le curateur
aux successions et biens vacants,
Moana BODIN.

SERVICE DES DOUANES

COURS DES CHANGES

pour l'application des droits et taxes de douane
(Arrêté n° 2224 D du 9 septembre 1961)

(Quinzaine du 26 février au 11 mars 1998 inclus)

PAYS	DEVICES	Cours en francs Pacifique
Belgique	1 franc belge	2,95
Suisse	1 franc suisse	75,53
Italie	100 lires	6,18
Etats-Unis d'Amérique	1 dollar	109,51
Australie	1 dollar	73,07
Nouvelle-Zélande	1 dollar	63,13
Canada	1 dollar canadien	76,88
Hong Kong	1 dollar	14,13
Singapour	1 dollar	66,27
Fidji	1 dollar	56,88
Allemagne	1 deutsche mark	60,98
Pays-Bas	1 florin	54,12
Suède	1 couronne suédoise	13,67
Norvège	1 couronne norvégienne	14,57
Danemark	1 couronne danoise	16
Autriche	1 schilling	8,64
Espagne	1 peseta	0,72
Portugal	1 escudo	0,59
Japon	100 yens	85,62
Grande-Bretagne	1 livre sterling	179,99
Ecu européen	1 Ecu	120,56

SERVICE DE L'URBANISME

PERMIS DE LOTIR

(Arrêté n° 2081 AA du 23 août 1961)

CERTIFICAT DE CONFORMITE N° 333 MLA

Réfer. : Arrêté n° 5062 MEA du 4 décembre 1987 ;
Arrêté n° 864 MLA du 12 février 1998.

Les formalités, prévues au chapitre 1er du titre IV du code de l'aménagement de la Polynésie française, concernant

la réalisation du lotissement Terua 2 sis à Arue par la S.C.I. Terua, ayant été accomplies pour les lots n° 1, 2, 3a, 3b, 4 et 6 à 19, le présent certificat, prévu à l'article D.143-5 du code précité, est délivré sous la responsabilité du lotisseur.

Fait à Papeete, le 13 février 1998.

Le ministre du logement,
de l'aménagement du territoire
et des terres domaniales,
de l'urbanisme et des affaires foncières,
Gaston TONG SANG.

PERMIS DE LOTIR

(Arrêté n° 2081 AA du 23 août 1961)

CERTIFICAT DE CONFORMITE N° 381 MLA

Réfer. : Arrêté n° 1033 MLA du 19 février 1998.

Les formalités, prévues au chapitre 1er du titre IV du code de l'aménagement de la Polynésie française, concernant la réalisation du lotissement Punavai Nui sis à Punaauia, ayant été accomplies pour le lot 1, le présent certificat, prévu à l'article D.143-5 du code précité, est délivré sous la responsabilité du lotisseur.

Fait à Papeete, le 20 février 1998.

Le ministre du logement,
de l'aménagement du territoire
et des terres domaniales, de l'urbanisme
et des affaires foncières,
Gaston TONG SANG.

ETAT RECAPITULATIF DES AUTORISATIONS DE TRAVAUX IMMOBILIERS DE LA COMMUNE DE MOOREA-MAIAO POUR LE MOIS DE JANVIER 1998

Travaux autorisés le 5 janvier 1998

N° 97-1405-1, M. Mollon Tupea, lot 4 dépendant des terres Paeroa, Teruaotuu, Paetoaiatoha et Tetoatoa partie à Haapiti, P.K. 20, côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 97-1408-4, M. Auguste Emile Tehaavi, lot 1 de la terre Ofaitaa - Ahotuana à Teavaro, face au quai des ferries, extension et réaménagement d'un bâtiment à usage de magasin d'alimentation générale ;

N° 97-1526-1, Mme Edith Utia, lot B bis de la terre Haparu à Afareaitu, Maatea, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 7 janvier 1998

N° 97-1506-1, Mlle Carina Haati, parcelle de la terre Tetaeae 4 à Teavaro - Teaharao, 1 maison d'habitation ;

N° 97-1572-1, M. et Mme Charles Raiheui, parcelle du lot 7 de la terre Aïore, Vaitiare, Faarooti à Haapiti, Aïiha, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 8 janvier 1998

N° 97-1239-11, S.A.R.L. "Société de développement de Moorea", partie de la terre Aroa à Teavaro, 1 ensemble hôtelier (40 chambres, 10 bungalows "over water").

Travaux autorisés le 14 janvier 1998

N° 97-1439-1, Mme Pura Reasin, lot 2 issu du partage de la terre Nuupure à Afareaitu, 3 bungalows (2 modules chambre et 1 module salle de bain) ;

N° 97-1576-1, M. et Mme Théodore Piritua, partie de la parcelle B dépendant de la terre Matairiri Iti partie à Papetoai, Paopao, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 23 janvier 1998

N° 98-22-1, Mlle Marie-Thérèse Maite Buisson, parcelle F dépendant du domaine Vaianae à Haapiti, baie de Vaianae, modification de façades et d'aménagement intérieur d'une maison d'habitation (ajout de 3 chambres).

Travaux autorisés le 27 janvier 1998

N° 97-1532-2, M. le directeur du lycée agricole de Opunohu, dans l'enceinte du lycée agricole de Opunohu à Papetoai, 1 local sanitaire.

Travaux autorisés le 28 janvier 1998

N° 97-872-2, M. et Mme Bernard Girouille, parcelle cadastrée 27, section CL (lot 16 du lotissement résidentiel Bel Air) à Teavaro, modification d'une maison d'habitation ;

N° 97-1459-4, commune de Moorea-Maiao, à Afareaitu, extension de la mairie de Afareaitu ;

N° 97-1574-1, M. Eric Ludi, parcelle 32, lot n° 5, de la terre Apitia dite Vaiofaru à Temae, près de l'aéroport, 1 maison d'habitation ;

N° 98-21-1, M. Jean-Marie Thirouard, lot 2 du lotissement résidentiel Bel Air à Teavaro, 1 maison d'habitation en 2 modules.

**ETAT RECAPITULATIF DES AUTORISATIONS
DE TRAVAUX IMMOBILIERS DES ILES SOUS-LE-VENT
POUR LE MOIS DE JANVIER 1998**

Travaux autorisés le 8 janvier 1998

N° 1-MU, Mme Titaua Niva née Lorève, Uturoa, sur la parcelle n° 24, section AA, modification des plans de construction d'une maison d'habitation ;

N° 2, Mlle Gwendoline Taina Tehiva, Uturoa, sur le lot n° 138 du lotissement résidentiel Tahina, travaux de construction d'une maison d'habitation ;

N° 3, Mme Nahla Sinno, Uturoa, sur la parcelle n° 147, section AH, travaux de modification de façades et surélévation d'une maison d'habitation.

Travaux autorisés le 15 janvier 1998

N° 58 AU.ISLV, M. Aneu Atiu, Bora Bora, Nunue, sur une parcelle de la terre Maraetia, travaux de construction d'une maison d'habitation du type M.T.R. 72 m2.

Travaux autorisés le 23 janvier 1998

N° 98 AU.ISLV, M. Tuarae Haapaitahaa, Taputapuatea, Avera, sur une parcelle du lot 1b de la terre Hamoa, modification des plans de construction d'une maison d'habitation ;

N° 99, M. Aparatoroma Teipoarii, Taputapuatea, Opoa, sur une parcelle de la terre Haapapara, travaux de construction d'une maison d'habitation du type M.T.R. 54 m2 ;

N° 100, Mme Temaihea Tefaaora née Teipoarii, Taputapuatea, Opoa, sur une parcelle de la terre Haapapara, travaux de construction d'une maison d'habitation du type M.T.R. 72 m2 ;

N° 101, M. Gustave Tavita, Taputapuatea, Opoa, sur un emplacement du domaine public maritime, travaux de construction d'une maison d'exploitation et de greffage ;

N° 102, M. Teiva Taruoura, Tumaraa, Tevaitoa, sur le lot n° 5 de la terre Tumoure 2, travaux de construction d'une maison d'habitation du type M.T.R. 72 m2 ;

N° 103, M. Charles Tehahe, Tahaa, Patio, sur la parcelle A de la terre Aharu dite Mahamene, modification d'implantation relative à la construction d'une maison d'habitation du type M.T.R. 54 m2 ;

N° 104, M. Patrice Pai, Huahine, Maroe, sur une parcelle de la terre Ahupiti, travaux de construction d'une maison d'habitation du type M.T.R. 72 m2 ;

N° 105, Mme Thérèse Regnard née Paillé, Huahine, Fare, sur une parcelle de la terre Tervatava, et une concession maritime sise au droit de cette terre, travaux de construction d'une maison d'habitation ;

N° 106, Société polynésienne d'investissements, mandataire : M. Jean Tessier s/c de M. J.H. Tricard, Bora Bora, Anau, sur l'ilot Patutae, 6e avenant au P.C. n° 1641 AU.ISLV du 13 novembre 1992 relatif à la construction des logements du personnel de l'hôtel "Le Méridien" ;

N° 107, S.C.I. André François Tahiti, mandataire : M. André François, Bora Bora, Nunue, sur une parcelle détachée du lot n° 3 de la terre Paparoa 2, travaux de construction de 2 maisons d'habitation ;

N° 108, M. et Mme Peu Jean-Louis et Solange, Bora Bora, Nunue, sur une parcelle de la terre Paepaenuu, travaux de construction d'une maison d'habitation du type M.T.R. 54 m2 ;

N° 109, M. Tikini Manea, Bora Bora, Nunue, sur une parcelle de la terre Taamotu, travaux de construction d'une maison d'habitation du type M.T.R. 54 m2 ;

N° 110, Mlle Heidy Virassamy, Bora Bora, Nunue, sur une parcelle de la terre Taamotu 1, travaux de construction d'une maison d'habitation du type M.T.R. 54 m2 ;

N° 113, M. Victor Tapao, Huahine, Fare, sur une parcelle de la terre Vainia, travaux de construction d'une maison d'habitation ;

N° 114, M. John Shan, Tumaraa, Tevaitoa, sur le lot B de la terre Uahitu, travaux de construction d'une maison d'habitation du type M.T.R. 54 m2.

Travaux autorisés le 27 janvier 1998

N° 134 AU.ISLV, Mme Taae Violette veuve Taiore, Maupiti, sur la terre Haamataiti n° 64, travaux de construction d'une maison d'habitation du type M.T.R. 54 m2 ;

N° 135, Mme Pfennig née Raufauore, Maupiti, sur la terre Atepti 2, travaux de construction d'une maison d'habitation du type M.T.R. 72 m2 ;

N° 136, Mme Tane Sema, Maupiti, sur la terre Haamataiti, travaux de construction d'une maison d'habitation du type M.T.R. 54 m2 ;

N° 137, Mme Teihotu Rereao née Tauaro, Maupiti, sur la terre Vaïoura n° 1, travaux de construction d'une maison d'habitation du type M.T.R. 72 m2 ;

N° 138, Mme Gruhn Rahera née Teave, Maupiti, sur la terre Vaïoura, lot n° 4, travaux de construction d'une maison d'habitation du type M.T.R. 72 m2 ;

N° 139, Mme Tupaia Sylvia Mena née Teoroi, Maupiti, sur la terre Atepti 2, travaux de construction d'une maison d'habitation du type M.T.R. 72 m2.

Travaux autorisés le 29 janvier 1998

N° 170 AU.ISLV, Mlle Natacha Deshayes, Tumaraa, Tevaitoa, sur une parcelle de la terre Farepuehia, travaux de construction d'une maison d'habitation du type M.T.R. 72 m2.

Travaux autorisés le 30 janvier 1998

N° 178 AU.ISLV, M. Teriiteraa Pouira dit Jean, Bora Bora, Anau, sur une parcelle de la terre "Tahuaapere", travaux de construction d'une maison d'habitation.

**ETAT RECAPITULATIF
DES AUTORISATIONS DE TRAVAUX IMMOBILIERS
DES ILES DU VENT ET DES TUAMOTU-GAMBIER
POUR LE MOIS DE FEVRIER 1998**

COMMUNE DE FAA'A

Travaux autorisés le 3 février 1998

N° 97-419-3 MLA.AU, S.C.I. Teiva, parcelle cadastrée 248, section C (lot 14 du lotissement Orama), extension et modification de distribution intérieure et de façades d'une maison d'habitation ;

N° 97-1383-5, Sétill aéroports, dans le hall public de l'aéroport de Tahiti, Faa'a, réfection et réalisation de locaux ;
 N° 98-87-1, M. et Mme Benjamin Ahutoru, parcelle cadastrée 3, section R (lot 2 du partage judiciaire de la terre Teapiri), route Saint-Hilaire, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 4 février 1998

N° 98-60-1 M.L.A.U., M. Léon Cérans-Jérusalémy, parcelle cadastrée 87, section M, 1 piscine, 1 mur de soutènement surmonté d'1 mur de clôture.

Travaux autorisés le 11 février 1998

N° 98-72-1 M.L.A.U., M. et Mme François Delapierre, parcelle cadastrée 309, section V.6 (lot 20 du lotissement Mamaia), 1 maison d'habitation ;

N° 98-113-1, M. Valentin Anauk Mu, parcelle cadastrée 322, section P.2 (lot 2b de la terre Teonehee, Tutumaru, parcelle 2), quartier Teroma, 1 maison d'habitation.

COMMUNE DE HITIAA O TE RA

Travaux autorisés le 3 février 1998

N° 98-98-1 M.L.A.U., M. Ernest Tamaititahio, parcelle cadastrée 3, section AV (parcelle de la terre Teohe) à Papenoo, P.K. 17,500, côté montagne, 1 maison d'habitation ;
 N° 98-56-1, M. et Mme John Temanupaioura, parcelle B de la terre Pipinui 1 à Tiarei, P.K. 30, côté mer, 1 maison d'habitation.

COMMUNE DE MAHINA

Travaux autorisés le 3 février 1998

N° 98-86-1 M.L.A.U., M. Heimanarii Clark, parcelle cadastrée 136, section C (parcelle de la terre Amahinatai I), pointe Vénus, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 5 février 1998

N° 98-16-1 M.L.A.U., M. Jean-François Govin, lot 11 du lotissement O'Virii, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 11 février 1998

N° 97-1582-2 M.L.A.U., M. Jean Letourneux, lot 106 A du lotissement Super Mahina, 1 garage.

COMMUNE DE PAEA

Travaux autorisés le 3 février 1998

N° 97-940-7 M.L.A.U., commune de Paëa, parcelle cadastrée 146, section AC (terre Faanua), quartier Aou'a, 1 centre des jeunes adolescents (C.J.A.).

Travaux autorisés le 5 février 1998

N° 98-117-2 M.L.A.U., Mme Tehinaoteo Tehoiri, parcelle cadastrée 155, section AC (terre Poura partie) au P.K. 19,900, côté mer, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 11 février 1998

N° 97-1236-2 M.L.A.U., M. Eric Sichoix, parcelle cadastrée 98, section AM (lot A-12 du lotissement Chapman), extension du garage ;

N° 98-98-1, M. Patrick Charles, parcelle cadastrée 115, section AK (lot 3 de la terre Raipai I) au P.K. 22, côté montagne, vallée Orofero, 1 maison d'habitation ;

N° 98-99-1, M. Teriimoe Mahatia, parcelle cadastrée 73, section AX (lot 7 du partage de la terre Faahu) au P.K. 21,900, côté montagne, vallée Orofero, 1 maison d'habitation ;

N° 98-102-1, M. et Mme Alphonse Mahaa, parcelle cadastrée 24, section AW (lot 24 du lotissement Orofero), 1 maison d'habitation ;

N° 98-103-1, M. Armand Ata, parcelle cadastrée 85, section AX (lot 5 de la parcelle D du lot 6 de la terre Faahu) au P.K. 21,900, côté montagne, vallée Orofero, 1 maison d'habitation ;

N° 98-114-1, M. et Mme Faanounou Mahutatua Keck, parcelle cadastrée 175, section AH (lot 1 du partage de la terre Tepou) au P.K. 21,500, côté montagne, 1 maison d'habitation.

COMMUNE DE PUNAAUIA

Travaux autorisés le 3 février 1998

N° 98-80-1 M.L.A.U., M. Colin Raoulx, lot C du plan de partage de la terre Teiriiri 3, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 5 février 1998

N° 97-1585-3 M.L.A.U., Société tahitienne de ferrailage (Sotafar), lots 69, 70 et 71 de la zone industrielle de la Punaruu, 1 local "bureau et toilette".

Travaux autorisés le 10 février 1998

N° 98-13-1 M.L.A.U., M. Georges Tetuaiteroi, parcelle cadastrée 18, section AM (lot 2 de la terre Toerauroa) au P.K. 8,200, côté montagne, 1 mur de parement et 1 clôture.

Travaux autorisés le 11 février 1998

N° 97-1250-2 M.L.A.U., M. Jean-Claude Changuin, parcelle cadastrée 94, section AT (lot 52 du lotissement Te Tavake Village), modification d'implantation d'une maison d'habitation ;

N° 97-1583-1, M. Rarii Omer Lenoir et Mlle Violette Tenunu Piritua, parcelle cadastrée 24, section BP (lot C2 du lotissement Toarotu Rahi extension), 1 mur de soutènement ;

N° 98-57-1, M. Christian Lopin, parcelle cadastrée 197, section AI (lot 2 de la parcelle 1 du lot A de la terre Tetuapa) au P.K. 17,500, 1 maison d'habitation ;

N° 98-104-1, M. Manarii Tautehopu et Mlle Piria Rehua, parcelle cadastrée 235, section AL (lot 14 du lotissement Lichon), 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 13 février 1998

N° 98-91-1 M.L.A.U., société Amae, parcelle cadastrée 116, section AP (lot I 263 du lotissement Lotus), 1 maison d'habitation.

COMMUNE DE TAIARAPU-EST

Travaux autorisés le 3 février 1998

N° 97-1033-6 M.L.A.U., ministère de l'éducation et de la formation supérieure et technique, dans l'enceinte du collège de Taravao à Afaahiti, 1 bâtiment d'enseignement.

Travaux autorisés le 13 février 1998

N° 98-96-1 M.L.A.U., M. Teiki Sarciaux, lot 50 du lotissement Kia Ora à Afaahiti, 1 maison d'habitation.

COMMUNE DE TAIARAPU-OUEST

Travaux autorisés le 3 février 1998

N° 98-75-1 M.L.A.U., M. et Mme Jean Holozet, lot 3 du plan de partage de la terre Pani à Teahupoo, P.K. 15,800, côté mer, 1 maison d'habitation ;

N° 98-83-1, M. François Pohemai, parcelle du lot 6 du plan de partage des terres Terarati, Atiroo, Tepaeraa, Arioi, Teiteia, Tetaiato, à Vairao, P.K. 9,500, côté montagne, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 11 février 1998

N° 98-59-2 M.L.A.U., Mme Laiza Richmond, lot 1 de la parcelle D de la terre Tiromi à Teahupoo, P.K. 16,900, côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 98-93-1, M. et Mme Gilles Fatoa, lot 1 du lot C1 du lot 4 de la propriété W. Vivish à Toahotu, P.K. 2,800, côté mer, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 13 février 1998

N° 98-26-1 MLA.AU, M. et Mme Eric Teni Maamaatuaiahutapu, parcelle de la terre Atehiva à Teahupoo, P.K. 16,800, côté montagne, 1 maison d'habitation.

COMMUNE DE TEVA I UTA

Travaux autorisés le 3 février 1998

N° 97-1302-5 MLA.AU, Camica, parcelle de la terre Mataitaitaipairu (PVB n° 159) à Papeari, P.K. 52,900, côté montagne, réfection et extension d'une maison de réunions.

Travaux autorisés le 5 février 1998

N° 98-61-1 MLA.AU, M. Edouard John Spies, parcelle cadastrée 19, section BB (lot 4 bis parcelle D du domaine Maara) à Papeari, P.K. 50, côté montagne, 1 maison d'habitation.

COMMUNE DE RANGIROA

Travaux autorisés le 3 février 1998

N° 97-1557-1 MLA.AU, Mlle Jeanne Rua, parcelle cadastrée 1336, section B1 (terre Vaere partie) à Tiputa, 1 maison d'habitation.

Travaux autorisés le 11 février 1998

N° 97-1558-1 MLA.AU, Mlle Tematua Joséphine Tautu, parcelle cadastrée 1301, section B3 (terre Maneahara) à Tiputa, 1 maison d'habitation.

COMMUNE DE HAO

Travaux autorisés le 5 février 1998

N° 97-1584-1 MLA.AU, M. Jimmy Teto, parcelle de la terre Tehihiga à Hao, 1 maison d'habitation.

DELEGATION A L'ENVIRONNEMENT

ENQUETE DE COMMODO ET INCOMMODO

AVIS D'ENQUETE N° 98-3 ENVIC

Conformément aux dispositions du code de l'aménagement de la polynésie française, notamment son livre IV relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, sur une demande formulée par M. Pascal Peslerbe, mandataire de la société "S.A. Tahitiennne de services publics", en vue d'obtenir l'autorisation d'installer et d'exploiter une unité de traitement des matières de vidange et des boues de stations d'épuration dans la vallée de Tipaerui, commune de Papeete.

L'installation comporte :

- un conteneur filtrant mobile ;
- un système de biodisques ;
- un décanteur lamellaire ;
- un système de désinfection (U.V. et chloration).

Une enquête publique est ouverte du 9 mars au 7 avril 1998.

M. Claude Serra, inspecteur des installations classées, est désigné pour remplir les fonctions de commissaire enquêteur. Le dossier pourra être consulté auprès de lui, à la délégation à l'environnement où seront recueillis tous les avis, observations et oppositions qui pourraient se manifester pendant la durée de l'enquête (délégation à l'environnement, rue des Poilus-Tahitiens, B.P. 4562, Papeete, téléphone : 43.24.09).

Fait à Papeete, le 17 février 1998.

Le ministre de l'environnement,
Karl MEUEL.

PARTIE NON OFFICIELLE

ANNONCES JUDICIAIRES ET LEGALES

CASINO ROYAL

Société en commandite simple
au capital de 1.000.000 F CFP

Siège social : PAPEETE, boulevard Pomare,
Immeuble Paofai

AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 12 février 1998 à Papeete, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme : Société en commandite simple.

Dénomination : "CASINO ROYAL".

Objet : Le divertissement à bord du Paul-Gauguin par l'exploitation du casino, d'un bar, d'une petite restauration et l'organisation de spectacles sur le navire.

Siège social : Papeete, boulevard Pomare, immeuble Paofai.

Durée : 10 années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Capital : 1.000.000 F CFP composé uniquement d'apports en numéraire.

Associée commanditée : Mme Danièle CECCALDI, demeurant à Papeete, centre Vaima.

Associée commanditaire : La société "SERVICES ET TRANSPORTS TAHITI", société anonyme au capital de 3.625.000.000 F CFP, dont le siège social est à PAPEETE, centre Vaima, piazza haute, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le numéro 5437-B.

Gérance : Mme Danièle CECCALDI.

Commissaire aux comptes : Titulaire : M. Jean-Louis LE MEUR, 7, rue Jacques-Monod, 76130 MONT-SAINT-AIGNAN ; suppléant : M. Jean-Marc AUBAULT, 82, rue Jules-Siegfried, 76600 LE HAVRE.

Immatriculation au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Pour avis,
Le représentant légal.

S.A.R.L. LE MAYANA
Société à responsabilité limitée
au capital de 1.000.000 F CFP
Siège social : Avenue Bruat, Papeete
R.C.S. : Papeete n° 5337-B

1°) Aux termes d'une assemblée générale mixte en date du 17 décembre 1997, les associés ont constaté que les comptes de l'exercice se soldaient par une perte de 15.260.560 F CFP et ont décidé de l'affecter en compte report à nouveau.

Conformément aux dispositions de l'article 68 de la loi du 24 juillet 1966, et après examen de la situation de la société telle qu'elle ressort des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 1996, lesquels font apparaître que les capitaux propres sont inférieurs à la moitié du capital, l'assemblée des associés a décidé à l'unanimité la prorogation de l'activité.

2°) L'activité du MAYANA étant transférée au centre Vaima, il est décidé de transférer le siège social au même endroit et de modifier les statuts en conséquence.

Ancienne mention : Le siège social est fixé à Papeete, avenue Bruat.

Nouvelle mention : Le siège social est fixé à Papeete, centre Vaima.

*Pour avis,
La gérance.*

S.A.R.L. ROLL'S CLUB
Société à responsabilité limitée
au capital de 1.000.000 F CFP
Siège social : Centre Vaima Papeete
R.C.S. : Papeete n° 4844-B

Aux termes d'une assemblée générale mixte en date du 17 décembre 1997, les associés ont décidé :

1°) De changer de dénomination sociale. Le nom de ROLL'S CLUB est remplacé par celui de KRYPTON PALACE.

L'article 3 des statuts est modifié en conséquence :

Ancienne mention : "La société est dénommée ROLL'S CLUB".

Nouvelle mention : "La société est dénommée le KRYPTON PALACE."

2°) De transférer le siège social à Papeete, avenue Bruat, immeuble Bruat.

L'article 4 des statuts est modifié en conséquence :

Ancienne mention : "Le siège social est fixé à Papeete, Centre Vaima."

Nouvelle mention : "Le siège social est fixé à Papeete, avenue Bruat, immeuble Bruat."

*Pour avis,
La gérance.*

Avis est donné à la modification par assemblée générale mixte ordinaire et extraordinaire du 31 août 1994, sur convocation du 27 juillet 1994, de la société "S.A.R.L. E.G.G.L., Entreprise Générale Gaston Lemaire", siège B.P. 296, Fare,

Huahine, téléphone 68.81.14, dont l'objet est la mise en œuvre générale du bâtiment, immatriculée R.C. 3435 B, TAHITI 171538. Modifications :

1) Rachat des parts sociales numérotées de 61 à 80 par M. Gaston LEMAIRE, pour leur valeur nominale, 5.000 F CFP l'une, soit 100.000 F CFP ;

2) Changement de la gérance : nomination du gérant unique, M. Gaston LEMAIRE ;

3) Passage de la société de la forme S.A.R.L. en forme E.U.R.L. (entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée), associé unique : M. Gaston LEMAIRE ;

4) Augmentation du capital social par consolidation du compte courant associé avec création de 120 nouvelles parts sociales à 5.000 F CFP portant le capital social à *un million de francs pacifiques* (1.000.000 F CFP) réparti en 200 parts sociales à 5.000 F CFP l'une, appartenant exclusivement à M. Gaston LEMAIRE.

Les actes et modifications sont consultatives au siège de la société ainsi qu'au registre du commerce de Papeete dans les délais prévus par la loi.

*Le gérant,
Gaston LEMAIRE.*

Office notarial CORMIER et CALMET
Papeete, 415, boulevard Pomare

Louis WANE et Cie dénommée LONARO
Société en nom collectif au capital de 100.000 F CFP
Siège social : Punaauia, zone industrielle de la Punaruu
R.C.S. : Papeete n° 5576-B, N° Tahiti 336.768

Il résulte d'un acte sous seing privé en date à Papeete des 28 décembre 1996 et 22 janvier 1997, déposé au rang des minutes de Me Alexandre CORMIER, notaire à Papeete, le 22 janvier 1997, les modifications suivantes aux mentions antérieurement publiées :

Ancienne mention

Associés :

- M. Robert WAN, demeurant à Papeete, Patutoa, village Vaïete ;
- M. Louis WANE, demeurant à Pirae, lotissement Vetea II ;
- M. Narii FAUGERAT, demeurant à Papeete, Pic Rouge.

Nouvelle mention

Associés :

- M. Louis WANE, demeurant à Pirae, lotissement Vetea II ;
- M. Narii FAUGERAT, demeurant à Papeete, Pic Rouge.

Pour avis,

Me A. CORMIER, notaire associé.

Me Bernard BRUGGMANN,
notaire à la Résidence de PAPEETE (île de Tahiti)

"TE HANE KANAHAU"
Société civile
Capital : 180.000 F CFP
Siège social : Papeete
R.C.S. Papeete n° 4969 C

Aux termes d'un acte reçu au rang des minutes de Me BRUGGMANN, notaire à Papeete, le 19 février 1998, Mlle Victorine TAATA, a été nommée en qualité de gérante, pour une durée non limitée, en remplacement de M. Michel GAY gérant démissionnaire.

Il résulte de ce qui précède les modifications suivantes aux mentions antérieurement publiées.

Ancienne mention

Gérance :

M. Michel GAY, domicilié à Pirae, B.P. 51160.

Nouvelle mention

Gérance :

Mlle Victorine TAATA, domiciliée à Papeete, B.P. 3436.

Pour avis et mention,
Me BRUGGMANN, notaire.

Etude de Me Bernard BRUGGMANN,
notaire à la Résidence de Papeete (Ile de Tahiti)

LA SOCIÉTÉ DES BAINS DU PRINCE

Société à responsabilité limitée

Capital : 1.000.000 F CFP

Siège social : Papeete, hôtel Prince-Hinoï,

Avenue du Prince-Hinoï

R.C.S. Papeete n° 4955 B

N° TAHITI 284141

Statuant en application de l'article 68 de la loi du 24 juillet 1966, l'assemblée générale mixte des associés réunie le 31 janvier 1998 a décidé qu'il n'y avait pas lieu de prononcer la dissolution de la société.

Pour avis,
Me BRUGGMANN, notaire.

Etude de Me Bernard BRUGGMANN,
notaire à Papeete

I- Fin de location-gérance

La location-gérance consentie par M. Michel Léon Alexandre Vaslot, commerçant, et Mme Jeanine Marie Louise Elisabeth Le Masle, chef comptable, son épouse, demeurant ensemble à Papeete, Auaé, P.K. 2,700, côté mer, suivant acte de Me Bernard Bruggmann, notaire à Papeete, le 25 janvier 1996,

A Mlle Diana Mareta Huuti, artisane, née à Hakahau (Ua Pou, Marquises), le 22 janvier 1958, demeurant à Punaauia, lotissement Te Tavake, lot n° 100,

Du fonds de commerce de curios connu sous le nom de "CELINA", sis et exploité à Papeete, front de mer, boulevard Pomare V, pour l'exercice duquel M. Michel Vaslot est immatriculé au R.C.S. de Papeete, sous le n° 10810-A,

A pris fin le 31 janvier 1998 par sa réalisation anticipée résultant d'un acte de Me Bernard Bruggmann, le 26 janvier 1998.

II- Nouvelle location-gérance

Toujours aux termes dudit acte en date du 26 janvier 1998, enregistré à Papeete le 2 février 1998, folio 12, bordereau 422/1, M. et Mme Michel Vaslot susdénommés ont loué à bail à titre de gérance libre, à :

Mme Julia Marie-Thérèse Guillas, commerçante, demeurant à Arue, P.K. 6,100, côté mer, née à Erdeven (Morbihan), le 3 mai 1944,

Le fonds de commerce de curios ci-dessus désigné, pour une durée d'un an, à compter du 1er février 1998, susceptible d'être renouvelé par tacite reconduction.

Pour unique insertion,
Me Bernard BRUGGMANN, notaire.

"PACIFIC STEREO"

S.A.R.L. au capital de 600.000 F CFP

porté à 3.600.000 F CFP

Siège social : Papeete, avenue Georges Clémenceau

R.C.S. Papeete n° 3618 B

N° TAHITI 185918

AUGMENTATION DE CAPITAL

Le capital social a été augmenté de 3.000.000 F CFP et porté à 3.600.000 F CFP, par voie d'incorporation d'une partie du compte report à nouveau et au moyen de la création de parts nouvelles attribuées gratuitement aux associés, ainsi qu'il résulte des délibérations de l'assemblée générale extraordinaire des associés en date du 30 janvier 1998.

Modifications intervenues dans les mentions publiées.

Mention périmée

Capital social :
600.000 F CFP, divisé en 300 parts sociales de 2.000 F CFP chacune.

Mention nouvelle

Capital social :
3.600.000 F CFP, divisé en 1.800 parts sociales de 2.000 F CFP chacune.

Pour avis et mention,
La gérance.

ANNONCES DIVERSES

ASSOCIATION FETIA API

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(3 février 1998)

Présidente d'honneur	: POMARE BUIILLARD Elvina
Président	: LEONTIEFF Boris
Vice-président	: MAITERE Tahimanarii
Secrétaire	: SCHYLE Philip
Secrétaire adjoint	: VONGUE Tera
Trésorier	: PEREZ Antonio
Trésorier adjoint	: TETUANUI Albert
Assesseurs	: STEIN Francis
	: SYLVAIN Teva
	: COURAUD Philippe
	: BERNIERE Willy

TAMARII MAHINA VA'A CLUB

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(6 février 1998)

Président	: AUMERAN Jean-Marie
Vice-présidents	: TANGI Tagitanna Georges
	: TCHONG Norbert
Secrétaire	: AUMERAN Leslie
Secrétaire adjointe	: TEMATAUA Françoise
Trésorière	: TAPUTUARAI Moa
Trésorier adjoint	: CHANZY Eddy

COOPERATIVE SCOLAIRE DE L'ECOLE MATERNELLE TAMA HERE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(16 septembre 1997)

Présidente	:	MAIAU Movita
Vice-présidente	:	TUAHIVA Marie-Louise
Secrétaire	:	BERNADINO Lucienne
Secrétaire adjointe	:	ATHENOUR Sylvie
Trésorière	:	TARIHAA Gisèle
Trésorière adjointe	:	BLAYA Valérie
Commissaires aux comptes	:	TERITAHU Adrien MARERE Henriette

DONNEURS DE SANG DE POLYNÉSIE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(27 janvier 1998)

Président d'honneur	:	BILLON Luc
Président	:	PARISSE Jacques
Vice-présidents	:	THERON Jean-Paul TAIE Carmella
Secrétaire	:	VOIRIN Fanura
Secrétaire adjointe	:	TEIHOTU Marie-Louise
Trésorière	:	EBB Eta
Trésorier adjoint	:	MAMAE Patrick

FEDERATION TAHITIENNE DE VOILE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(23 janvier 1998)

Présidente	:	BALDASSARI-BERNARD Aline
Vice-présidents	:	HARS Thierry DILHAN Jean-François
Secrétaire	:	RIGAL Claude
Secrétaire adjoint	:	DEVOS Alexandre
Trésorier	:	HARS Philippe
Trésorier adjoint	:	RAFFIN Teiva

TAMARII HAAPAIANOO ANCIENNEMENT TAMARII ANAPA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(16 février 1998)

Président d'honneur	:	FLOHR Henri
Président	:	TUAHINE Jean-Claude
Vice-président	:	LENOIR Victor
Secrétaire	:	LENOIR Noella
Secrétaire adjointe	:	UTIA Paloma
Trésoriers	:	TAAROA Mermoz MARII Terai
Commissaires aux comptes	:	PAPU Elise TEURI Rohiti
Asseseurs	:	PAPU Annie HAHUTU Hitirere PAUTU Heremoana PAPU Julio PITO Augustin PAPA Alvan
Chef de groupe	:	AROMATERAI Edouard
Chef de groupe adjointe	:	OPUU Elisabeth
Chef d'orchestre	:	OPUU Philippe
Chef d'orchestre adjoint	:	TEURI Benoît
Costumière	:	TUAHINE Mareva

TAMARII VAIREHU NO MAKATEA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(21 novembre 1997)

Président d'honneur	:	MAI Julien
Président	:	TEPA Pierrot
Vice-présidente	:	VAITAHE Mathilde
Secrétaire	:	TERUPE Arieta
Secrétaire adjointe	:	VAITAHE Mehotea Miranda
Trésorier	:	VIRITUA Patrick
Trésorière adjointe	:	TETOOFA Vinona
Asseseurs	:	VIRITUA Viritua TEATOTO Ariihaarare

ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES DE L'ECOLE HANAVAVE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(3 décembre 1997)

Présidente	:	KAMIA Philomène
Vice-présidente	:	TUIEINUI Florida
Secrétaire	:	KOHUEINUI Léa
Secrétaire adjointe	:	VAIKAU Florida
Trésorière	:	BARSINAS Blandine
Trésorière adjointe	:	TEVENINO Hortense

SOUS-DISTRICT DE BASKET-BALL DE TUBUAI

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(17 novembre 1997)

Président	:	TURINA Jacques
Vice-président	:	HAREVAA Rony
Secrétaire	:	VIRIAMU Gilles
Secrétaire adjointe	:	TEHETIA Cécile
Trésorier	:	YIENG KOW Guy
Trésorier adjoint	:	TERE Daniel

TAATIRAA HUMA NO MOOREA-MAIAO (FUSION HEITIARE OTE MAU HUMA NO MOOREA)

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(31 janvier 1998)

Président	:	TOROMONA John
Vice-président	:	PURAKAUEKE Dominique
Secrétaire	:	CHAMBON Catherine
Secrétaire adjointe	:	TARAHU Hina
Trésorier	:	MAIAU Achille
Trésorière adjointe	:	OITO Daisey

ASSOCIATION NATIONALE DES CONSEILLERS PEDAGOGIQUES DELEGATION POLYNÉSIEENNE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(8 octobre 1997)

Présidente	:	ATENI-GALENON Chantal
Vice-présidente	:	MARCHAL Léna
Secrétaire	:	FOUGEROUSE Christiane
Secrétaire adjoint	:	CHIN MEUN Pierre
Trésorière	:	CHAND Marilyn

ASSOCIATION TITIRI ATA**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(18 février 1998)

Président	: POETAI Arona
Vice-président	: POETAI Tetuira
Secrétaire	: POETAI Evelyne
Secrétaire adjointe	: POETAI Teahui
Trésorier	: POETAI Maurice
Trésorier adjoint	: POETAI Iia
Assesseeurs	: POETAI Marei POETAI Matahiapo

COMITE TERRITORIAL DES SPORTS DE RAPA
(C.T.S. RAPA)**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(19 septembre 1997)

Président d'honneur	: NARII Tua
Président	: LEDARD Richard
Vice-président	: AVAEORU Raymond
Secrétaire	: RIARIA Freddy
Secrétaire adjointe	: PUKOKI Ariane
Trésorière	: PATHI Nélia
Trésorier adjoint	: ANGIA Pupu

COMITE DU TOURISME DE RAIATEA**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(23 janvier 1998)

Président	: CAZENAVE Robert
Vice-président	: BOUBEE Moana
Secrétaire	: WONG Noma
Secrétaire adjointe	: FAUCHER Sylviane
Trésorier	: PINFORT Christian
Trésorière adjointe	: TEMAIANA Aurore

ASSOCIATION SPORTIVE TAMARII TAINA**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(20 janvier 1998)

Président	: THUAU Marc
Vice-président	: MOU FAT Gabriel
Secrétaire	: MOU FAT Félicia
Secrétaire adjointe	: THUAU Louisa
Trésorier	: BONNO Donato
Trésorière adjointe	: TEHEI Heirani

ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES
DU C.E.S. DE PAPARA**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(13 septembre 1997)

Présidente	: FISHER Nelly
Vice-présidents	: DELORD Carlotta LE GAYIC Clément
Secrétaire	: OTCENASEK Hinanui
Secrétaire adjoint	: LAFLAQUIERE Jean-Louis
Trésorière	: SANFORD Moeata
Trésorier adjoint	: LIANT Francky

AMICALE ANTILLO-GUYANAISE ET DES AMIS
DES ANTILLES ET DE LA GUYANE
DE POLYNESIE FRANÇAISE**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(18 décembre 1997)

Président	: ANCELE Michel
Vice-présidentes	: FRANÇOIS Louise NOUGARO Isabelle
Secrétaire	: LOZACH Murielle
Secrétaire adjointe	: LUCAS Maire
Trésorier	: FRANÇOIS Emile
Trésorière adjointe	: JEAN-ANGELE Annie

ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES
DES ECOLES PUBLIQUES DE RIMATARA**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(21 janvier 1998)

Présidente	: TEHIO Elvina
Vice-présidente	: ANI Hana
Secrétaire	: TIHONI Diana
Secrétaire adjointe	: ANANIA Patricia
Trésorière	: TEMATAHOTOA Roiti
Trésorière adjointe	: APINI Perrine
Assesseeurs	: ATAPO Tuane MOOROA Jeannette AVAE Taputuemata

TE TAMA E TE MAU RUHIRUHIA**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(4 janvier 1998)

Président d'honneur	: TONG SANG Gaston
Présidente	: PRINCE Irma
Vice-présidentes	: WHEELER Marie-Claire STIMSON Julia HANERE Rosalie
Secrétaire	: AMARU Elyane
Secrétaire adjointe	: NOBLET Gisèle
Trésorière	: MATAIHAU Turia
Trésorière adjointe	: RAI Tevate
Commissaire aux comptes	: DOOM Alfred

SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES
DE LA RESIDENCE RUPERUPE**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(4 avril 1997)

Président	: RIVETA Sylvain
Vice-président	: CHAUMETTE Edouard
Secrétaire	: SOUFET Denise
Trésorière	: BONNET Raymonde

ASSOCIATION JEUNES JEAN-BAPTISTE DE KAUKURA
(Récepissé n° 209-98 DRCL du 13 février 1998)

Extraits de statuts

Il a été fondé le 11 janvier 1998, entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et les textes subséquents.

Sa dénomination est ASSOCIATION JEUNES JEAN-BAPTISTE DE KAUKURA. Elle a pour but d'aider les jeunes de la paroisse, de subvenir à leurs besoins matériels et de les orienter vers des groupes d'animation et des personnes compétentes.

Sa durée est illimitée.

Elle a son siège social à Kaukura.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président d'honneur	: MAIAU Charles
Présidente	: MATARERE Manuela
Vice-président	: AUTAI Christophe
Secrétaire	: TETOHU Ninirei
Secrétaire adjoint	: TAMAHUTA Théodore
Trésorier	: HOROI Albert
Trésorier adjoint	: TERIA Bill

APINEWS

(Récépissé n° 223-98 DRCL du 17 février 1998)

Extraits de statuts

Il a été fondé le 30 janvier 1998, entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et les textes subséquents, sous la dénomination de "API-NEWS".

Cette association a pour objet la recherche, la promotion et la diffusion de l'information à l'aide de technologies multi-média.

Le siège social est fixé géographiquement sur la commune de PUNAAUIA dans le lotissement Taapuna, lot n° 56 (Tahiti, Polynésie française). Il pourra être transféré dans une autre commune de Tahiti par simple décision du bureau. L'adresse postale est la suivante : APINEWS, B.P. 61909 Faaa centre.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: ABTEY Bertrand-Hugues
Secrétaire	: ABTEY Hélène
Trésorière	: RIVEAU Bernadette

ASSOCIATION VAIHINIA

(Récépissé n° 235-98 DRCL du 18 février 1998)

Extraits de statuts

L'association VAIHINIA a été fondée le 10 février 1998 et est régie par la loi du 1er juillet 1901 et les textes subséquents.

Elle a pour objet de regrouper toute personne majeure désirant se livrer aux jeux de BINGO.

Elle a son siège social à VAIARE, MOOREA, P.K. 4,5.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: AMARU Alida
Vice-président	: POROIAE Ben
Secrétaire	: AMARU Muriel
Secrétaire adjointe	: TEAMOTUAITAU Nelly
Trésorière	: POROIAE Rose
Trésorier adjoint	: AMARU Abel

TAMARII PAPAU

(Récépissé n° 101-98 DRCL du 28 janvier 1998)

Extraits de statuts

L'association de pêcheurs, d'éleveurs et d'agriculteurs de Tapuamu, Tahaa, fondée le 21 octobre 1997, est régie par la loi du 1er juillet 1901 et les textes subséquents.

L'association prend le nom de "TAMARII PAPAU".

Elle a pour objet :

- d'organiser, de représenter et de défendre les intérêts de ses adhérents ;
- d'acheter et de gérer le matériel de pêche, d'élevage et agricole de l'association ;
- de lutter contre la concurrence des produits d'importation en encourageant la consommation de la production locale et en adaptant les productions aux exigences du marché ;
- d'aider les autorités compétentes et responsables à prendre des mesures de protection des pêcheurs, éleveurs et agriculteurs du fenua ;
- de promouvoir et développer la responsabilité et le professionnalisme de ses membres.

Elle a son siège à Tapuamu, Tahaa, et sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président d'honneur	: TERUARII Joseph
Président	: TETUANUI Camille
Vice-président	: TEHAEURA Matani
Secrétaire	: TOA Paulette
Secrétaire adjointe	: TEURUARII Augustine
Trésorière	: TOA Naomi
Trésorier adjoint	: TAMAHEU Pascal
Assesseurs	: TOA Remuera TETUATEROI Jean Charles

SYNDIC DE COPROPRIETE DU LOTISSEMENT MATATIA 1

Extraits de statuts

Aux termes de la première assemblée générale ordinaire du 18 décembre 1997, il a été décidé de constituer un syndic de copropriété du lotissement dénommé MATATIA 1, ayant pour objet la gestion des biens communs et la défense des intérêts des copropriétaires.

Son siège social est fixé à Punaauia, lotissement Matatia 1.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: RAVAT Claude
Secrétaire	: FAREEA Hubert
Trésorier	: CHANG Heitapu

ASSOCIATION SPORTIVE SCOLAIRE OREMU ELEMENTAIRE

(Récépissé n° 1562-97 DRCL du 3 février 1998)

Extraits de statuts

L'association sportive scolaire OREMU ELEMENTAIRE, fondée le 20 septembre 1997, a pour but de former à la responsabilité, au civisme, à l'autonomie par la pratique des

activités physiques, sportives et de pleine nature, d'activités socio-culturelles, dans le cadre d'un fonctionnement démocratique. Elle contribue à l'éducation globale des enfants.

Elle est affiliée à l'Union sportive de l'enseignement du premier degré (U.S.E.P.), association constituée au sein de l'Union française des œuvres laïques d'éducation physique (U.F.O.L.E.P.) section sportive et de pleine nature de la Ligue française de l'enseignement et de l'éducation permanente.

Elle participe aux rencontres, épreuves et manifestations organisées ou contrôlées par l'U.S.E.P.

Sa durée est illimitée. Elle a son siège à l'école élémentaire publique de Oremu.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: SOMMERS Juanita
Secrétaire	: DOUCET Nicole
Trésorière	: NUI Oucie

ASSOCIATION SPORTIVE SCOLAIRE ATAITOREA

(Récépissé n° 453-97 DRCL du 18 février 1998)

Extraits de statuts

L'association sportive scolaire ATAITOREA, fondée le 15 janvier 1998, a pour but de former à la responsabilité, au civisme, à l'autonomie par la pratique d'activités physiques, sportives et de pleine nature, d'activités socio-culturelles, dans le cadre d'un fonctionnement démocratique. Elle contribue à l'éducation globale des enfants.

Elle est affiliée à l'Union sportive de l'enseignement du premier degré (U.S.E.P.), association constituée au sein de l'Union française des œuvres laïques d'éducation physique (U.F.O.L.E.P.) section sportive et de pleine nature de la Ligue française de l'enseignement et de l'éducation permanente.

Elle participe aux rencontres, épreuves et manifestations organisées ou contrôlées par l'U.S.E.P.

Sa durée est illimitée. Elle a son siège social à Raiatea, Tumaraa, Vaiaau.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: VANBASTOLAER Harrys
Secrétaire	: LUTZ Lucien
Trésorier	: TEURA Etienne

TAATIRAA VAHINE AUPURU NO TAPUTAPUATEA

(Récépissé n° 249-98 DRCL du 19 février 1998)

Extraits de statuts

L'association TAATIRAA VAHINE AUPURU NO TAPUTAPUATEA, fondée le 12 janvier 1998, est régie par la loi du 1er juillet 1901 et les textes subséquents.

Elle a pour objet :

- l'insertion et la formation professionnelle ;
- d'aider, d'accompagner la femme confrontée aux difficultés d'ordre familial, professionnel et social.

Elle a son siège social à la mairie de Taputapuataea.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente d'honneur	: ROOPINIA Nelly
Présidente	: LE TURC Reane
Vice-présidente	: ROOPINIA Yolande
Secrétaire	: TEMAIANA Aurore
Secrétaire adjointe	: RODIER Lovine
Trésorière	: SINJOUX Tevahine
Trésorière adjointe	: CHONG HUE Pauline

ASSOCIATION TE 'EO HITI AKI

(Récépissé n° 259-98 DRCL du 20 février 1998)

Extraits de statuts

Il a été constitué le 28 janvier 1998 entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901, dénommée "ASSOCIATION D'ANIMATIONS MUSICALES DE HAKAHETAU TE 'EO HITI AKI".

L'association a pour objet :

- d'organiser, de représenter, de promouvoir et de sauvegarder les valeurs de notre culture à travers la chanson, la danse et autres expressions artistiques ;
- de créer des liens structurels, administratifs et moraux entre elle-même et les autres associations ;
- d'entretenir tous rapports avec le ministère de la culture, la fédération culturelle Motu Huka, la S.P.A.C.E.M., les sociétés de production, d'enregistrements (Océane pro/R.F.O...), le G.I.E. Tahiti animation et les pouvoirs publics.

Son siège social est fixé à Hakahetau, Ua Pou.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: TEIKITUTOUA Pacôme
Vice-président	: TEIKITUTOUA Jean-Guy
Secrétaire	: TEIKITUTOUA Fabiola
Secrétaire adjointe	: TEIKITUTOUA Alice
Trésorier	: KAUTAI Romain
Trésorier adjoint	: TEIKITUNAUPOKO Simon
Assesseurs	: TAHIATOHUPOKO Marguerite HUUTI Assoni

ASSOCIATION TE IMA HANA O TE AHIPATEO

(Récépissé n° 258-98 DRCL du 20 février 1998)

Extraits de statuts

Il a été constitué le 12 février 1998 entre tous ceux qui adhèrent aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901.

L'association prend le nom de "TE IMA HANA O TE AHIPATEO".

Elle a pour but de :

- promouvoir l'agriculture et l'élevage au niveau des jeunes afin qu'ils puissent vivre de leur travail ;

- donner des responsabilités aux jeunes afin qu'ils restent dans l'île de Ua Pou ;
- donner du travail aux jeunes de l'île, à la fin de leur scolarité ;
- initier et encourager les jeunes à faire de l'agriculture et de l'élevage ;
- écouler les produits de leur travail par l'exportation de ceux-ci vers l'extérieur, en facilitant l'achat et l'utilisation en commun de matériels et produits nécessaires à l'exercice de la profession ;
- d'aider à la poursuite des progrès moral et professionnel de ses membres.

Son siège social est fixé à Hakahau, Ua-Pou, îles Marquises.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: AH-LO Jean
Secrétaire	: TEIKIHAKAUPOKO Sosthène
Trésorier	: EPETAHUI Grégoire
Assesseur	: TEIKIHAKAUPOKO Benoît

ASSOCIATION TE VAO NUI

(Révisé n° 260-98 DRCL du 20 février 1998)

Extraits de statuts

Il a été constitué le 12 février 1998 entre tous ceux qui adhèrent aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901.

L'association prend le nom de "TE VAO NUI".

Elle a pour but de :

- promouvoir l'agriculture et l'élevage au niveau des jeunes afin qu'ils puissent vivre de leur travail ;
- donner des responsabilités aux jeunes afin qu'ils restent dans l'île de Ua Pou ;
- donner du travail aux jeunes de l'île, à la fin de leur scolarité ;
- initier et encourager les jeunes à faire de l'agriculture et de l'élevage ;
- écouler les produits de leur travail par l'exportation de ceux-ci vers l'extérieur ;
- faciliter l'achat et l'utilisation en commun de matériels et produits nécessaires à l'exercice de la profession ;
- aider à la poursuite des progrès moral et professionnel de ses membres ;
- venir en aide aux membres.

Son siège social est fixé à Hakahau, Ua Pou, îles Marquises.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: AH-LO Félix
Secrétaire	: PAUTU Samuel
Trésorier	: PAUTU Fernand
Assesseur	: AH-LO Kipriano

ASSOCIATION VAITERENUI

(Révisé n° 167-98 DRCL du 11 février 1998)

Extraits de statuts

Il est formé le 2 février 1998, entre les soussignés et toute autre personne adhérant aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et par les présents statuts. L'association prend le nom de VAITERENUI.

Elle a pour objet de fabriquer ou vendre des produits artisanaux ou dérivés.

Le siège de l'association est fixé à Titioro, Papeete, ou B.P. 6596 Faaa Aéroport. Il pourra être transféré en tout autre lieu sur simple décision du conseil d'administration.

La durée de l'association est indéterminée et elle ne prendra fin que lorsque sa dissolution sera votée par une assemblée générale extraordinaire.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: AKA Sophie
Vice-présidente	: LE GALL Geneviève
Secrétaire	: SIU Valérie
Trésorière	: LARIVIERE Béatrice

ASSOCIATION FAMILIALE MAU HUITOOF

(Révisé n° 253-98 DRCL du 20 février 1998)

Extraits de statuts

L'Association familiale Mau Huitoofa, fondée le 1er février 1998, est régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901, et de la déclaration universelle des droits de l'homme et du citoyen de 1789.

Elle a pour objet :

- de réunir, d'informer et d'aider la famille ;
- de protéger et de promouvoir ses intérêts ;
- d'effectuer les recherches et les démarches nécessaires auprès des services compétents et autres, pour jouir des droits sur les terres familiales et de l'héritage familial ;
- de contribuer aux objectifs fixés par les compétences de chaque membre ;
- d'organiser des rencontres avec d'autres parents de même souche.

Elle a son siège à Papeete, Tahiti, et peut être transféré dans un autre endroit sur simple décision du conseil d'administration.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidents d'honneur	: MAU Tarano HUITOOF Emiliene
Président	: FAAEVA Daniel
Vice-présidents	: MAU Pierrot MAU Henri
Secrétaire	: MAU Lucie
Secrétaires adjointes	: THIEL Alida HIKUTINI Faitiano
Trésorière	: TEUIRA Françoise

Trésoriers adjoints	: TEUIRA Géraud
	TEPA Benjamin
Délégués	: MAU Moea
	HIKUTINI Gabriel
Assesseurs	: MAU Aitefa
	MAU Teata

ASSOCIATION JEUNESSE TEHAAOA-NUI
(Récépissé n° 141-98 DRCL du 4 février 1998)

Extraits de statuts

L'association JEUNESSE TEHAAOA-NUI, fondée le 11 janvier 1998, a pour objet :

- de faciliter l'insertion des jeunes au moyen d'animations, de formations, d'encadrement et d'aides diverses ;
- de développer les activités et les animations dans le quartier ou la commune ;
- d'organiser des sorties et manifestations diverses ayant pour but de resserrer les liens amicaux entre ses membres .

Elle a son siège à Hitiaa, P.K. 42, côté mer. Il pourra être transféré sur simple décision du bureau directeur qui sera ratifiée par l'assemblée générale.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président d'honneur	: AMARU Gustave
Présidente	: AMARU Rose
Vice-président	: AMARU Ben
Secrétaire	: AMARU Lisa
Secrétaire adjointe	: TAURU Shirley
Trésorier	: TAURU Edgar
Trésorière adjointe	: AMARU Jacqueline

ASSOCIATION DE LA JEUNESSE SANITO DE TARONA
TAUREA SPIRIT 2000

(Récépissé n° 1859-97 DRCL du 3 février 1998)

Extraits de statuts

L'Association de la jeunesse sanito de Tarona nommée Taurea Spirit 2000, fondée le dimanche 12 octobre 1997, est régie par la loi du 1er juillet 1901 et les textes subséquents.

Cette association respecte l'éthique de l'Eglise Réorganisée de Jésus-Christ des Saints des Derniers Jours dite Eglise Sanito.

Elle accueille en son sein tous les jeunes adultes, les jeunes et les enfants respectant les présents statuts et son règlement intérieur.

Elle a pour objet :

- de proclamer Jésus-Christ et promouvoir des communautés de joie, d'espoir, d'amour et de paix ;
- d'organiser et de favoriser des activités artistiques, socio-culturelles, sportives, d'entraide et audiovisuelles.

L'association s'interdit toute discussion et action politique contraires à son éthique et étrangères à son propre objet.

Elle a son siège social à la chapelle de Tarona, Fare Ute, Papeete.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente d'honneur	: TEMATUA Florita
Président	: COLOMBANI Benjamin (Jr)
Secrétaire	: BENNETT Maire
Trésorière	: TETAUIRA Tearei

ASSOCIATION ARTISANALE TAHIRI VAHINE
(Récépissé n° 246-98 DRCL du 19 février 1998)

Extraits de statuts

Il est constitué le 29 décembre 1997, entre tous ceux qui adhèrent aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901. L'association prend le nom de TAHIRI VAHINE.

L'association a pour but l'organisation, la représentation et la défense des intérêts des artisans de la commune de Pirae :

- en luttant contre la concurrence des produits d'importation ;
- en encourageant la production et la vente d'objets d'artisanat local ;
- en aidant les autorités responsables à prendre des mesures de protection et de sauvegarde de l'artisanat local ;
- en adaptant les productions aux exigences du marché ;
- en facilitant l'achat et l'utilisation en commun de matériels et produits nécessaires à l'exercice de la profession ;
- en aidant à la poursuite des progrès moral et professionnel de ses membres.

Son siège social est fixé à Hamuta, quartier Walker.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente d'honneur	: HURUPA Tetuanui
Présidents	: HURUPA Oscar
	HURUPA Tetuanuitoofa
Secrétaire	: HURUPA Céline
Secrétaire adjointe	: HURUPA Véronique
Trésorière	: HURUPA Bélonia
Trésorière adjointe	: OPUU Yvette
Assesseurs	: OPUU Teva
	HURUPA Jacques
	TAMARUA Gilda

AMICALE DU PERSONNEL COMMUNAL DE RURUTU
DITE TERUAVAI (A.P.C.R.)

(Récépissé n° 129-98 DRCL du 30 janvier 1998)

Extraits de statuts

Il est constitué le 23 janvier 1998, entre tous ceux qui adhèrent aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901 et par les présents statuts.

L'association prend le nom de Amicale du personnel communal de Rurutu dite Teruavai (A.P.C.R.).

Elle a pour objectifs :

- d'aider ses membres qui rencontreraient des difficultés dans leur vie professionnelle ;
- d'organiser toutes activités culturelles, sportives et artistiques ;
- d'organiser des déplacements à l'extérieur de l'île et de la Polynésie ;
- de préserver le patrimoine culturel et artistique de Rurutu en particulier et les Australes en général ;
- de resserrer les liens d'amitié et de solidarité entre tous ses membres d'une part et les autres services administratifs de l'île ;
- l'organisation des fêtes (1er mai, fin d'année, départ à la retraite d'un employé communal, mariage d'un employé) ;
- de favoriser les relations avec d'autres amicales du même titre des autres communes.

Son siège social est fixé à la mairie de Moerai, Rurutu.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidents d'honneur	: RIVETA Frédéric TEPA Taratiera TAPUTU Ariirai
Président	: ATAPO Manuia
Vice-présidents	: HATITIO Willy TERA Auae
Secrétaire	: PAPARAI Titaina
Secrétaire adjointe	: TAPUTU Angéline
Trésorière	: MATEAU Teuraitemanu
Trésorier adjoint	: TETUANUI Omer
Assesseurs	: UTIA Virigine ROOMATAAROA Régina TEINAORE Lyvelina TAPUTU Noella MAROANUI Lisette PITO Teiro TAPUTU Tetuanui OPUU Joseph ROOMATAAROA Edwin PAPARAI Tarepa ATAPO Alphonse

LOTO NATIONAL

Avis relatif au jeu de La Française des Jeux dénommé SUPER LOTO

Article 1er.— 1.1. Le prochain tirage du jeu dénommé Super Loto, effectué en application du règlement du jeu fait le 8 janvier 1997, publié au *Journal officiel* de la Polynésie française du 6 février 1997, modifié le 10 mars 1997 et le 9 février 1998, avec publication des modifications au *Journal officiel* de la Polynésie française en mars 1997 et en février 1998, aura lieu le vendredi 13 mars 1998.

1.2. Les prises de jeux commenceront le vendredi 6 mars 1998 et se termineront le vendredi 13 mars 1998, à l'heure de clôture des prises de jeux du Super Loto fixée par La Française des Jeux.

1.3. Il sera attribué à l'ensemble des gagnants de premier rang de ce tirage un gain total minimum de *un milliard huit cent dix-huit millions cent quatre-vingt-un mille huit cent dix-huit francs CFP* (1.818.181.818 F CFP) net du prélèvement légal.

1.4. Les compléments qui seraient nécessaires à cet effet seront prélevés, par tranches de *un million huit cent dix-huit mille cent quatre-vingt-un francs CFP* (1.818.181 F CFP) sur le fonds de report du Loto et, si nécessaire, sur le fonds de réserve du Loto, en application des articles 9.3 et 10.7 du règlement du Super Loto.

Art. 2.— Le présent avis sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Neuilly-sur-Seine, le 10 février 1998.

Le président-directeur général
de La Française des Jeux,
Bertrand de GALLE.

Le président-directeur général
de La Pacifique des Jeux,
Roland de VILLEPIN.

Modification du règlement du jeu de La Française des Jeux dénommé SUPER LOTO

Article 1er.— Le règlement du jeu dénommé SUPER LOTO fait le 8 janvier 1997, publié au *Journal officiel* de la Polynésie française le 6 février 1997, modifié le 10 mars 1997, par avis publié au *Journal officiel* de la Polynésie française du 20 mars 1997, est modifié comme suit.

Art. 2.— A dater de la publication du présent avis au *Journal officiel* de la Polynésie française, l'article 8.1 est désormais rédigé comme suit :

« 8.1. Les ensembles de six numéros figurant sur les reçus de jeux sont classés comme suit, d'après le résultat du tirage du SUPER LOTO auquel ils participent :

8.1.1. Au premier rang : les ensembles de 6 numéros figurant sur les reçus de jeu définis comme suit :

8.1.1.1. en premier lieu, les ensembles dans lesquels figurent les 6 premiers numéros extraits ;

8.1.1.2. à défaut, si aucun joueur n'est gagnant avec les 6 premiers numéros extraits, les ensembles dans lesquels figurent 5 des 6 premiers numéros extraits plus le septième numéro extrait, dit « numéro complémentaire ».

8.1.2. Au deuxième rang : les ensembles dans lesquels figurent 5 des 6 premiers numéros extraits plus le septième numéro extrait dit « numéro complémentaire », à condition qu'il y ait au moins un gagnant au premier rang avec les 6 premiers numéros extraits ; à défaut, si aucun joueur n'est gagnant avec les 6 premiers numéros extraits, aucun ensemble de 6 numéros figurant sur les reçus de jeux ne fait partie du deuxième rang.

8.1.3. Au troisième rang : les ensembles dans lesquels figurent 5 des 6 premiers numéros extraits.

8.1.4. Au quatrième rang : les ensembles dans lesquels figurent 4 des 6 premiers numéros extraits.

8.1.5. Au cinquième rang : les ensembles dans lesquels figurent 3 des 6 premiers numéros extraits.

8.1.6. Les ensembles dans lesquels figurent moins de 3 des 6 premiers numéros extraits ne sont pas gagnants. »

Art. 3.— A dater de la publication du présent avis au *Journal officiel* de la Polynésie française, l'article 9 est désormais rédigé comme suit :

« 9.1. Pour chaque tirage du SUPER LOTO, la part des mises dévolue aux gagnants, conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, est affectée comme suit :

Premier rang :	56,00 %
Deuxième rang :	04,25 %
Troisième rang :	10,00 %
Quatrième rang :	13,00 %
Cinquième rang :	16,75 %

9.2. Lorsqu'un nouvel arrêté du ministre chargé du budget modifie la part des mises dévolue aux gagnants, ou lorsque les pourcentages ci-dessus sont modifiés, il est précisé que cette part et ces pourcentages sont ceux en vigueur à la date du tirage et non ceux en vigueur à la date du versement des mises par les joueurs.

9.3. Sur le fonds de report du LOTO et/ou sur le fonds de réserve du LOTO, sont prélevées, s'il y a lieu, des sommes qui s'ajouteront à celles affectées aux ensembles de numéros gagnants au premier rang selon les dispositions de l'article 9.1. ci-dessus, afin d'attribuer à l'ensemble des gagnants de ce rang un gain minimum éventuel net de tout prélèvement, dont le montant est fixé par le président-directeur général de La Française des Jeux et porté à la connaissance du public par un avis publié au *Journal officiel* de la Polynésie française ou affiché dans tout point de validation agréé par La Pacifique des Jeux. »

Art. 4.— A dater de la publication du présent avis au *Journal officiel* de la Polynésie française, l'article 10 est désormais rédigé comme suit :

« Art. 10.— 10.1 La somme affectée à un rang est répartie par parts égales entre les ensembles de numéros classés à ce rang. Si les gains unitaires d'un rang sont inférieurs aux gains unitaires du rang suivant, les sommes affectées à ces rangs sont additionnées et réparties par parts égales entre tous les ensembles de numéros gagnants de ces rangs.

10.2 Le prélèvement institué par l'article 6 de la loi n° 86-824 du 11 juillet 1986 modifiée est opéré sur le montant des gains unitaires par rang résultant de cette répartition.

10.3. Les sommes revenant à chacun des ensembles de numéros classés aux premier, deuxième et troisième rangs sont exprimées en francs CFP ; elles sont égales aux gains réalisés en métropole (eux-mêmes arrondis aux 5 francs français inférieurs) après opérations de conversion et d'arrondis au franc CFP inférieur. Les sommes revenant à chacun des ensembles de numéros classés aux quatrième et cinquième rangs sont exprimées en francs CFP ; elles sont égales aux gains réalisés en métropole (eux-mêmes arrondis au franc français inférieur) après opérations de conversion et d'arrondis au franc CFP inférieur.

10.4. Les gains non perçus dans les délais fixés à l'article 12.2 sont versés au fonds de réserve du LOTO.

10.5. Si un tirage du SUPER LOTO ne laisse apparaître aucun ensemble de numéros gagnants au premier rang tel que défini à l'article 8.1.1, la part des mises attribuée au premier rang sera portée en totalité dans le fonds de report du LOTO mentionné à l'article 12.4 du règlement du LOTO.

10.6. Si un tirage du SUPER LOTO ne laisse apparaître aucun ensemble de numéros gagnants au deuxième rang tel que défini à l'article 8.1.2., la part des mises attribuée au deuxième rang sera portée en totalité dans le fonds de report du LOTO mentionné à l'article 12.4 du règlement du LOTO.

10.7. Les sommes portées en fonds de report au titre des articles 10.5 et 10.6 ci-dessus seront remises en jeu, en totalité ou en partie, à un tirage ultérieur du SUPER LOTO ou du LOTO, à une date et selon des modalités fixées par le président-directeur général de La Française des Jeux et portées à la connaissance du public par un avis publié au *Journal officiel* de la Polynésie française ou affiché dans tout point de validation agréé par La Pacifique des Jeux.

10.8. Si le tirage du SUPER LOTO ne laisse apparaître aucun ensemble de numéros gagnants à un autre rang que le premier ou le deuxième rang, la somme affectée à ce rang s'ajoute à la somme affectée au rang immédiatement inférieur, les reports de rang à rang pouvant se poursuivre et se cumuler jusqu'au rang comportant un ou plusieurs ensemble(s) de numéros gagnants. Si aucun rang ne comporte au moins un ensemble de numéros gagnants, les sommes affectées à ces rangs sont portées en totalité dans le fonds de report du LOTO mentionné à l'article 12.4 du règlement du LOTO. »

Art. 5.— A dater de la publication du présent avis au *Journal officiel* de la Polynésie française, les articles 12.2., et 12.3. sont désormais rédigés comme suit :

« 12.2. Les gains sont payables dès le lendemain du tirage et jusqu'au soixantième jour suivant le tirage à peine de forclusion. Si le soixantième jour tombe un dimanche ou un jour férié, la forclusion est reportée au soir du premier jour ouvrable qui suit en métropole, dans la limite des heures d'ouverture des points de validation agréés par La Pacifique des Jeux et/ou du centre de paiement de La Pacifique des Jeux.

12.3. Les gains afférents à un même reçu dont le montant est égal ou inférieur à cinquante-quatre mille francs CFP sont payables dans tous les points de validation agréés par La Pacifique des Jeux ou au centre de paiement de La Pacifique des Jeux. »

Art. 6.— Les présentes dispositions seront publiées au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Neuilly-sur-Seine, le 9 février 1998.

Le président-directeur général
de La Française des Jeux,
Bertrand de GALLE.

Le président-directeur général
de La Pacifique des Jeux,
Roland de VILLEPIN.

LOTO NATIONAL N° 14

Premier tirage du mercredi 18 février 1998 :

4 8 10 17 44 45Numéro complémentaire : **46**

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	3	42.707.909
5 bons numéros et numéro complémentaire....	8	1.659.909
5 bons numéros.....	448	102.727
4 bons numéros et numéro complémentaire....	854	4.400
4 bons numéros.....	25.936	2.200
3 bons numéros et numéro complémentaire....	22.813	472
3 bons numéros.....	460.425	236

Deuxième tirage du mercredi 18 février 1998 :

1 8 13 23 30 49Numéro complémentaire : **38**

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	4	68.728.545
5 bons numéros et numéro complémentaire....	10	1.328.818
5 bons numéros.....	854	54.181
4 bons numéros et numéro complémentaire....	1.116	3.272
4 bons numéros.....	35.123	1.636
3 bons numéros et numéro complémentaire....	28.015	400
3 bons numéros.....	525.167	200

LOTO NATIONAL N° 15

Premier tirage du samedi 21 février 1998 :

11 14 22 33 43 49Numéro complémentaire : **24**

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	1	129.993.363
5 bons numéros et numéro complémentaire....	4	3.320.363
5 bons numéros.....	423	111.454
4 bons numéros et numéro complémentaire....	761	5.018
4 bons numéros.....	23.385	2.509
3 bons numéros et numéro complémentaire....	25.742	508
3 bons numéros.....	419.435	254

Deuxième tirage du samedi 21 février 1998 :

10 11 19 21 29 31Numéro complémentaire : **34**

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	3	94.138.000
5 bons numéros et numéro complémentaire....	6	2.245.363
5 bons numéros.....	604	78.818
4 bons numéros et numéro complémentaire....	713	4.326
4 bons numéros.....	27.616	2.163
3 bons numéros et numéro complémentaire....	22.188	472
3 bons numéros.....	463.012	236

TARIFS T.T.C. DES OUVRAGES ET AUTRES ARTICLES DE L'IMPRIMERIE OFFICIELLE

VIENT DE PARAÎTRE

- **CODE de l'Aménagement de la Polynésie française (Document à jour
au 9 octobre 1997)..... 2.980 FCP**

EN VENTE A L'IMPRIMERIE OFFICIELLE

- Statut de la Fonction Publique de la Polynésie française	2.273 FCP
- Budget Général du territoire et Budget des Comptes spéciaux - année 1998	2.010 FCP
- Code pénal (J.O.P.F. n° 8 N.S. du 2 août 1996)	364 FCP
- Code de procédure pénale (J.O.P.F. n° 9 N.S. du 16 août 1996)	677 FCP
- Code de procédure civile de la Polynésie française - édition 1993)	1.505 FCP
- Code des impôts directs (mise à jour au 1er janvier 1996)	2.475 FCP
- Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique applicable à la Polynésie française	1.303 FCP
- Code des marchés publics de toute nature passés au nom du territoire de la Polynésie française et de ses établissements publics (Edition Juillet 1997)	2.000 FCP
- Convention collective des ANFA (année 1989)	778 FCP
- Modificatifs au Tarif des douanes 1/98	1.875 FCP
- Répertoire général des textes publiés à titre d'information de 1882 à 1993	919 FCP
- Répertoire chronologique des actes publiés au J.O.P.F. de 1981 à 1991	5.292 FCP
- Répertoire général des textes promulgués au B.O.E.F.O. et J.O.P.F. de 1843 à 1996 (Mise à jour)	3.283 FCP
- Table analytique et chronologique (année 1995)	1.949 FCP
- Table analytique et chronologique (année 1996)	2.015 FCP
- Recueil des données essentielles des ISLV (octobre 1997)	8.59 FCP

Consulter l'Imprimerie Officielle pour les autres ouvrages

43, rue des Poilus-Tahitiens — B.P. 117- 98713 Papeete — Tél. : 42.50.67 - Fax : 42.52.61
Lundi à Jeudi : 7 h à 15 h et Vendredi : 7 h à 14 h

TARIFS

des Abonnements, Insertions (annonces et avis) de l'Imprimerie Officielle
(en francs Pacifique et T.T.C.)

I - ABONNEMENTS - INSERTIONS

	Polynésie française	Nouvelle- Calédonie	France	Hawaii	U.S.A.	Nouvelle- Zélande	Europe Allemagne
		Voie aérienne					
Número.....	192*	268	328	318	348	338	424
Abonnement 6 mois.....	3.904	5.994	7.959	7.605	8.590	8.338	10.600
Abonnement 1 an.....	7.085	10.893	14.367	13.817	15.620	14.807	19.271

ANNONCES ET AVIS

Annonces judiciaires, commerciales, diverses :

- la ligne 258 F
- les mêmes renouvelées 109 F

Publications des associations sportives, syndicales, coopératives, etc. :

- la ligne 185 F

* Frais d'expédition non inclus pour les îles.